

**Assemblée générale**

Cinquante-septième session

Documents officiels

46^e séance plénièreLundi 11 novembre 2002, à 10 heures
New York

Président : M. Kavan (République tchèque)

La séance est ouverte à 10 h 15.

Point 14 de l'ordre du jour**Rapport de l'Agence internationale
de l'énergie atomique**

**Note du Secrétariat général transmettant
le rapport de l'Agence internationale
de l'énergie atomique (A/57/278)**

Projet de résolution (A/57/L.14)

Amendement (A/57/L.17)

Le Président (*parle en anglais*) : La quarante-sixième session plénière de l'Assemblée générale est ouverte. L'Assemblée générale va examiner le point 14 de l'ordre du jour, intitulé : « Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique ». Une note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'Agence a été distribuée sous la cote A/57/278. Parallèlement, l'Assemblée générale est saisie d'un projet de résolution publié sous la cote A/57/L.14 et d'un amendement à ce dernier publié sous la cote A/57/L.17.

J'espère que nous pourrons terminer l'examen de ce rapport aujourd'hui, et que nous pourrons notamment passer au vote sur cet important projet de résolution. Je voudrais à présent inviter le Directeur général de l'AIEA, M. Mohamed ElBaradei, à présenter le rapport de l'Agence pour l'année 2001.

M. ElBaradei (*parle en anglais*) : Depuis la création en 1957 de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), nous nous sommes consacrés à la réalisation et à la promotion d'une vision, « L'atome pour la paix »; d'une part, la prévention de la prolifération des armes nucléaires, avec pour but leur éventuelle élimination et, d'autre part, le partage de technologies nucléaires sûres aux fins d'applications pacifiques qui profitent à toute l'humanité. Je parlerai brièvement aujourd'hui des progrès de l'AIEA dans les travaux qu'elle a accomplis à ces fins.

Le besoin urgent d'un développement humain durable nécessitera manifestement une croissance de la fourniture d'énergie dans les prochaines décennies. L'énergie nucléaire contribue encore de façon significative à la production mondiale d'électricité, et c'est la seule source qui puisse produire de l'électricité sur une grande échelle, avec un impact relativement minimal sur l'environnement. En 2001, l'énergie nucléaire a fourni 16,2 % de l'électricité mondiale, soit une augmentation par rapport au chiffre de 15,9 % en 2000. Cette augmentation est due notamment aux améliorations apportées régulièrement à la gestion des centrales nucléaires.

Concernant la construction de nouvelles centrales, l'Asie et l'Europe orientale restent des centres d'expansion. Au début de l'année 2002, 17 des 32 centrales nucléaires en construction dans le monde étaient situées dans quatre États – la Chine, l'Inde, le

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



Japon et la République de Corée – la Fédération de Russie et l'Europe de l'Est en comptant 10 de plus. Des événements importants sont aussi intervenus en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord. Le Gouvernement des États-Unis s'est engagé à travailler avec l'industrie nucléaire à la mise en service d'une nouvelle centrale nucléaire avant la fin de la décennie. Ce serait la première décision prise de construire une nouvelle centrale nucléaire dans ce pays depuis les années 70. En mai, le Parlement finlandais a donné le feu vert à une décision de principe qu'avait prise le Gouvernement en faveur de la construction d'une cinquième centrale nucléaire. C'est aussi la première décision de construire une nouvelle centrale en Europe de l'Ouest depuis 15 ans, qui contraste avec les décisions prises antérieurement par la Belgique, l'Allemagne et la Suède d'éliminer progressivement l'énergie nucléaire.

Au vu du renouveau d'intérêt pour l'énergie nucléaire, un défi clef pour l'industrie sera de prouver que les nouveaux projets disponibles sont en mesure de remédier aux préoccupations souvent exprimées à propos de l'énergie atomique. Des travaux sont menés sur de nouveaux projets qui visent à produire de l'électricité de façon plus sûre, et plus compétitive du point de vue économique. Certains de ces projets comprennent des objectifs supplémentaires, comme la production d'eau potable à un coût minimal, l'incinération des déchets radioactifs à longue période et la réduction des stocks de plutonium.

L'AIEA continue d'encourager le développement de la technologie et de l'innovation, par exemple, par le biais de son Projet international sur les réacteurs nucléaires et les cycles du combustible nucléaire innovants (INPRO). L'INPRO travaille à l'heure actuelle à la fois avec les pays en développement et les pays développés afin de rechercher et de mettre en forme les exigences des futurs utilisateurs potentiels d'énergie nucléaire, dans des domaines tels que la sécurité, la non-prolifération, l'élimination des déchets, les capacités en matière d'infrastructure et les impératifs économiques.

Concernant la gestion et l'élimination du combustible irradié et des déchets hautement radioactifs – question au premier plan des préoccupations du public en matière d'énergie nucléaire – je suis heureux de pouvoir dire que d'importants progrès ont eu lieu au cours des 12 derniers mois. Aux États-Unis, le Président et le

Congrès ont déjà approuvé le choix du site du mont Yucca comme lieu de stockage des déchets nucléaire hautement radioactifs et du combustible irradié. La Suède a commencé des études géologiques de lieux susceptibles de servir de sites de stockage de combustible irradié. Ainsi, avec la décision prise par la Finlande l'an dernier de lancer la construction d'un site en profondeur près de la centrale nucléaire d'Olkiluoto, il est vraisemblable que d'ici à la fin de la décennie, une ou plusieurs installations de stockage des déchets hautement radioactifs fonctionneront. Cela est essentiel si on veut obtenir l'acceptation et la confiance de l'opinion publique en montrant que des solutions d'élimination écologiquement rationnelles des déchets existent et fonctionnent vraiment.

Vers la fin de l'année dernière, l'Agence a lancé une nouvelle initiative en vue d'aider les États Membres dans les efforts qu'ils déploient pour faire avancer l'élimination des déchets hautement radioactifs et des déchets radioactifs à longue période, grâce à un réseau de centres d'excellence pour la formation et la démonstration des techniques de stockage dans les installations de recherche souterraines. Ce réseau, construit à l'origine autour des installations mises à disposition par les Gouvernements canadiens et belge, s'est maintenant étendu à des installations souterraines en Suisse et aux États-Unis. À ce jour, 19 pays en développement ont fait connaître leur intérêt dans la formation de scientifiques par l'intermédiaire du réseau.

Les technologies nucléaires offrent des solutions appropriées – et parfois les seules solutions – dans bien des domaines autres que celui de l'énergie d'origine nucléaire, notamment pour régler les problèmes économiques et sociaux. Comme l'a souligné l'Agence lors du récent Sommet mondial pour le développement durable, des 500 millions de dollars fournis par l'AIEA en coopération technologique ces dix dernières années, plus de 800 projets, d'une valeur de plus de 200 millions de dollars, ont spécifiquement soutenu les priorités du programme Action 21, comme l'agriculture et la mise en valeur des terres, la santé humaine et l'eau potable. Je voudrais rappeler que l'une des conclusions du Sommet a souligné la nécessité d'assurer le renforcement des capacités, le transfert et l'usage de la technologie moderne en tant que préalable au développement. L'AIEA contribue activement à cet effort.

Nombre des États Membres en développement de l'AIEA ont accordé une grande priorité à la mise en place ou à l'amélioration des services de radiothérapie. La radiothérapie est appliquée à des fins curatives ou palliatives à plus de 50 % des patients atteints du cancer dans les pays industrialisés. Toutefois, deux tiers des équipements mondiaux de téléthérapie servent les populations de ces pays, alors que le tiers restant doit être partagé entre les 5,5 milliards de personnes restantes. Nous nous attendons donc à ce que les demandes d'aide augmentent, en particulier compte tenu de nos récents succès dans le lancement de programmes de radiothérapie dans les États Membres en développement tels que l'Éthiopie, le Ghana, la Mongolie, la Namibie et l'Ouganda.

Les mouches tsé-tsé, ainsi que la maladie du sommeil qu'elles transmettent aux êtres humains et la maladie ngana qu'elles transmettent au bétail, représentent un sérieux fardeau pour les populations rurales en Afrique sub-saharienne, et ce non seulement en raison de leurs effets directs sur la santé mais aussi du fait que l'utilisation des animaux de trait pour les cultures s'en trouve ainsi limitée. L'AIEA appuie les efforts des États membres africains pour mettre en place leur programme d'élimination de la mouche tsé-tsé partout sur le continent en étendant l'application de la technique de l'insecte stérile (TIS). Le Mali est en train de préparer le largage de mouches tsé-tsé stérilisées sur une zone de 2 500 kilomètres carrés, et l'Éthiopie construit un centre de production de mouches tsé-tsé stériles pour un projet similaire couvrant une zone de 5 000 kilomètres carrés.

Le recours aux techniques d'hydrologie isotopique pour gérer les ressources en eau continue de s'imposer davantage grâce aux projets de coopération technique que l'AIEA mène dans 40 pays partout dans le monde. L'hydrologie isotopique est utilisée en Amérique latine et ailleurs pour localiser les bassins aquifères souterrains et améliorer la gestion des nappes phréatiques; elle a aussi été utilisée en Asie pour enquêter sur des cas de contamination et pour procéder à la décontamination. En outre, nous sommes en train d'étudier les moyens de recourir à l'hydrologie isotopique pour faciliter la gestion des bassins fluviaux et, sur la base de notre expérience fructueuse au Venezuela, pour isoler et réparer les fuites des barrages. Nous collaborons avec plusieurs équipes dans le cadre de l'Accord régional de coopération pour

l'Afrique pour évaluer les fuites et l'intégrité structurelle de dizaines de barrages en Afrique.

Les radiations sont utilisées régulièrement dans un grand éventail d'applications industrielles, allant de la stérilisation des produits médicaux au traitement de surface des tôles et canalisations pour améliorer leur résistance à la corrosion. Les isotopes radioactifs sont utilisés pour localiser les champs pétrolifères au Moyen-Orient et ailleurs et pour en améliorer la productivité, ainsi que pour régler les problèmes dans de nombreux aspects opérationnels des complexes pétrochimiques. En République de Corée, une installation de faisceaux d'électrons est utilisée pour améliorer le traitement des eaux usées provenant d'une usine de teintures.

Ce ne sont quelques-unes des manières dont l'AIEA a recours aux techniques nucléaires pour appuyer les objectifs de développement, en travaillant en étroite coopération avec nos États membres, et en répondant à leurs besoins et priorités.

La sécurité des activités nucléaires de par le monde est essentielle pour assurer la durabilité des techniques nucléaires. Si la sécurité est principalement une responsabilité nationale, elle est aussi une préoccupation internationale légitime. Un accident nucléaire ou radiologique, à l'image d'autres accidents écologiques, ne respecte aucune frontière. Il est par conséquent encourageant de noter que la sécurité nucléaire continue de s'améliorer dans les centrales partout dans le monde. Toutefois, il reste encore beaucoup à faire et la nécessité de mettre en place un régime mondial de sûreté nucléaire plus transparent et plus efficace demeure l'une des principales priorités de l'AIEA.

L'élaboration et l'adoption de normes juridiquement contraignantes se sont avérées un mécanisme excellent pour améliorer la sécurité dans le monde entier. Les Conventions sur la notification rapide et sur l'assistance existent depuis longtemps. La Convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible usé et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs est entrée en vigueur depuis plus d'un an. Et, en avril, l'AIEA a accueilli à Vienne la Deuxième réunion d'examen des Parties contractantes à la Convention sur la sûreté nucléaire. Toutefois, un grand nombre d'États ne sont toujours pas partie à ces conventions et certains aspects essentiels du cycle du

combustible nucléaire ne font toujours pas l'objet de conventions.

L'édification en cours d'un corpus complet de normes de sécurité, avec l'assistance à leur mise en oeuvre, est également un élément clef du régime mondial de sécurité. Au milieu des années 90, l'AIEA a entrepris une révision systématique et rigoureuse de l'ensemble de son recueil de normes. Les nouvelles normes qui ont, à cette occasion, été établies sont de la plus qualité, représentant les meilleures pratiques internationales actuelles, et elles devraient être considérées comme universellement applicables.

Les normes de sécurité ne sont efficaces, cependant, que si elles sont appliquées dans la pratique. Les services fournis en la matière par l'AIEA – qui vont de la sécurité de l'exploitation et de la sécurité radiologique à une culture de sécurité et à l'examen des règlements – reposent sur les normes de l'Agence, aident les États membres à les appliquer et fournissent en retour des informations essentielles sur leur efficacité. Ces services en matière de sécurité offrent un appui et partagent des informations précieuses et je continue d'encourager instamment tous les États membres à y avoir recours.

Beaucoup d'États membres ont fait part de leur préoccupation quant aux risques liés au transport du combustible nucléaire usé et des matières radioactives. L'AIEA continue d'améliorer ses règles en faveur du transport sûr des matières radioactives. Des missions du Service d'évaluation de la sûreté du transport (TransSAS), qui aide les pays transporteurs à évaluer avec quelle efficacité ils appliquent les normes de transport de l'AIEA, ont été menées au Brésil et au Royaume-Uni cette année. Une mission TransSAS aura lieu au début de l'année prochaine en Turquie, et des discussions préliminaires sont en cours avec les autorités panaméennes pour réaliser une éventuelle mission qui comporterait des activités d'évaluation du fonctionnement du Canal de Panama. Il est fondamental que les États membres – en particulier les pays transporteurs – aient recours à ces services précieux. Bien évidemment, en coopération avec tous les acteurs concernés, l'Agence poursuivra ses efforts pour améliorer tous les aspects de la sûreté du transport. Lors d'une conférence internationale, qui aura lieu l'année prochaine, nous offrirons à tous les États membres intéressés une tribune pour discuter en détails de ces questions de sûreté du transport.

Bien que la responsabilité de contrer d'éventuels actes de terrorisme nucléaire repose avant tout sur les États à titre individuel, la coopération internationale est essentielle dans ce domaine. Au lendemain des attentats terroristes de septembre 2001, l'AIEA a promptement conduit un examen minutieux de ses programmes relatifs à la prévention du terrorisme nucléaire et radiologique et a élaboré un programme complet d'amélioration de la sécurité nucléaire partout dans le monde. Ce programme vient compléter les efforts nationaux dans des domaines tels que la protection physique des matières et des sites nucléaires; la détection des activités criminelles impliquant des matières nucléaires et autres matières radioactives, comme le trafic illicite transfrontières; et l'amélioration du contrôle des sources radioactives.

Le programme est désormais pleinement mis en oeuvre. Des examens par des professionnels ont été effectués pour évaluer la protection physique des centrales nucléaires et autres installations. Des ateliers et des cours de formation ont été organisés pour aider les gouvernements à mesurer les menaces qui pèsent sur leurs installations nucléaires, relever les normes de sécurité, améliorer le contrôle des matières nucléaires et radioactives, augmenter la surveillance des frontières et élaborer des plans de réponse aux urgences nucléaires ou radiologiques. Nous avons également envoyé des missions en Afghanistan, en Géorgie et en Ouganda pour aider ces pays à recouvrer des sources radiologiques dont on avait perdu la trace ou qui n'avaient pas été bien protégées. À la mi-juin, un partenariat a été créé entre la Fédération de Russie, les États-Unis et l'Agence pour localiser et protéger les puissantes sources radioactives perdues ou abandonnées lors de la dissolution de l'ex-Union soviétique. Parallèlement, nous travaillons aussi à l'adhésion universelle à une convention renforcée sur la protection physique des matières nucléaires.

Améliorer véritablement la sécurité pour prévenir le terrorisme nucléaire et radioactif exigera un effort soutenu sur plusieurs années. Nous continuerons à travailler avec vigueur avec les gouvernements pour réduire notre vulnérabilité au terrorisme nucléaire.

L'universalisation, la consolidation et le renforcement du régime de non-prolifération nucléaire, y compris les mesures concrètes prises pour réduire le nombre des armes nucléaires et la dépendance à leur égard, sont plus importants que jamais pour sauvegarder la crédibilité du régime. Comme le

réaffirme le Document final de la Conférence de 2000 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, les activités de vérification de l'AIEA jouent toujours un rôle fondamental pour garantir la bonne santé et la vitalité du régime de non-prolifération nucléaire.

Les activités de vérification de l'AIEA sont destinées à garantir que les matières et installations nucléaires sont utilisées exclusivement à des fins pacifiques. Au début des années 90, après la découverte du programme d'armement nucléaire clandestin de l'Iraq, la communauté internationale s'est engagée à conférer à l'Agence l'autorité de renforcer ses capacités de vérification, particulièrement sa capacité de garantir que les matières nucléaires déclarées n'ont pas été détournées à des fins non pacifiques, mais aussi, et ce n'est pas moins important, qu'il n'existe aucune matière ou activité nucléaire non déclarée.

Néanmoins, cette autorité élargie est encore très loin d'être universelle. Il est regrettable que 49 États ne se soient toujours pas acquittés de leurs obligations découlant du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) qui consistent à faire entrer en vigueur les accords de garanties passés avec l'AIEA. Depuis 1997, date à laquelle le modèle de protocole additionnel a été adopté, seulement 28 de ces protocoles sont entrés en vigueur. Il est évident que cette situation n'est pas satisfaisante, loin de là. Tant que les accords de garanties ne seront pas entrés en vigueur, l'Agence ne sera pas en mesure de mener ses activités de vérification ou d'assurer qu'il y a bien non-prolifération. Et, en ce qui concerne les États dépourvus de protocoles additionnels, les droits d'accès de l'AIEA restent essentiellement identiques à ce qu'ils étaient avant les problèmes avec l'Iraq. L'Agence ne peut fournir les assurances requises que si elle dispose pas des compétences correspondantes.

Depuis décembre 1998, l'Agence n'est pas en position de conduire en Iraq les activités de vérification qui lui ont été prescrites par le Conseil de sécurité. Les inspections, qui ont été brusquement interrompues à ce moment-là, avaient réussi à contrecarrer les efforts déployés par l'Iraq pour mettre au point un programme d'armement nucléaire en détruisant, en supprimant et en neutralisant l'ensemble des installations, des équipements et des matières susceptibles d'être utilisés pour fabriquer des armes nucléaires en Iraq. Dans les quatre années qui ont suivi, nous avons maintenu la surveillance par satellite

et mené d'autres travaux analytiques. Mais aucune analyse à distance ne nous permet d'arriver à des conclusions comparables à celles que l'on obtiendrait au moyen d'inspections approfondies sur les sites.

Grâce à l'adoption, vendredi dernier, de la résolution 1441 (2002) par le Conseil de sécurité, nous nous préparons à reprendre nos activités d'inspection en Iraq dès la semaine prochaine. À ce moment, le Président exécutif de la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies (COCOVINU) et moi-même devrions emmener à Bagdad une première équipe d'inspecteurs. À mon avis, le succès des inspections en Iraq dépendra de cinq conditions préalables et interdépendantes : premièrement, l'accès immédiat et sans restriction à tous les emplacements et sites irakiens, et la mise en oeuvre complète du mandat conféré aux inspecteurs par le Conseil de sécurité; deuxièmement, l'accès en temps opportun à toutes les sources d'information, y compris à toutes les informations dont peuvent disposer les États; troisièmement, l'appui unifié et total du Conseil de sécurité tout au long du processus d'inspection; quatrièmement, la préservation de l'intégrité et de l'impartialité des inspections, sans ingérence extérieure; et, cinquièmement, la coopération active de la part de l'Iraq, avec une manifestation permanente de sa volonté déclarée de faire preuve de transparence et d'aider les inspecteurs à s'acquitter pleinement de leur mission. J'invite le Gouvernement irakien à coopérer pleinement, et je lance un appel à la communauté internationale pour lui demander d'apporter tout l'appui nécessaire aux inspections. J'espère et je compte bien qu'avec cette coopération et ce soutien, nous serons en mesure de nous acquitter véritablement de notre mandat.

Depuis 1993, l'AIEA est incapable d'exécuter, dans son intégralité, l'accord de garanties généralisées qui a été conclu avec la République populaire démocratique de Corée. Faute d'accès aux informations et aux sites, nous ne sommes toujours pas en mesure de vérifier que la République populaire démocratique de Corée a présenté une déclaration correcte et complète sur les matières nucléaires soumises aux garanties de l'Agence au titre de l'accord de garanties du TNP. De récents rapports ont par ailleurs indiqué que la République populaire démocratique de Corée travaille à un programme non déclaré de fabrication d'uranium fortement enrichi. Nous avons immédiatement demandé à la République populaire démocratique de

Corée de confirmer ces rapports et nous avons indiqué qu'il était indispensable de débattre au plus haut niveau de cette question et de tous les autres problèmes ayant trait au respect des obligations contractées par la République populaire démocratique de Corée au titre de l'accord de garanties du TNP. Nous attendons toujours une réponse de sa part.

Conformément au mandat qui m'a été confié par la Conférence générale de l'AIEA, j'ai poursuivi les consultations avec les États de la région du Moyen-Orient sur l'application des garanties intégrales de toutes les activités nucléaires au Moyen-Orient ainsi que sur l'évolution du modèle d'accord de garanties en vue d'instaurer une zone exempte d'armes nucléaires dans cette région. Malheureusement, je dois dire que je n'ai pas été en mesure d'enregistrer le moindre progrès dans l'exécution de cet important mandat, qui concerne directement la sécurité au Moyen-Orient. Comme par le passé, je continuerai de faire tout le possible dans les limites de mon mandat, et j'espère qu'avec la coopération de toutes les parties concernées, je pourrai faire avancer ces discussions.

Au début de l'année, les Présidents russe et américain ont signé à Moscou un traité qui prévoit de ramener le nombre de leurs ogives nucléaires stratégiques déployées à 1 700 et 2 200 respectivement, d'ici à 2012. Ils ont également convenu de supprimer une quantité supplémentaire de matière fissile destinée à des fins militaires. Par ailleurs, à leur sommet de juin dernier, les chefs d'État et de gouvernement du Groupe des Huit ont mis sur pied un Partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes, et ils se sont engagés à lever 20 milliards de dollars au cours des 10 prochaines années afin de financer, entre autres, l'élimination de l'excédent de matières fissiles provenant d'armes. Il s'agit de mesures importantes qui, nous l'espérons, seront suivies par d'autres et nous feront avancer plus rapidement vers la reprise du programme relatif à la maîtrise des armes nucléaires.

Je tiens à souligner que si le travail préparatoire a pu être mené à bien, c'est en grande partie dû au fait que la Russie et les États-Unis ont soumis à la vérification de l'AIEA les matières nucléaires qu'ils ont retirées de leurs programmes militaires, cela afin de fournir l'assurance que ces matières étaient irrévocablement retirées des programmes. Il appartient désormais à la Russie et aux États-Unis d'indiquer le calendrier, les modalités et les types de matière qu'ils

sont dès maintenant prêts à soumettre à la vérification de l'AIEA.

Ce rapide aperçu de certaines activités de l'AIEA montre clairement que notre travail s'étend à un nombre croissant de domaines. Cependant, malgré les responsabilités accrues, le budget ordinaire de l'Agence est essentiellement gelé depuis 15 ans. Cette politique est à la source de niveaux de financement inadéquats dans la plupart de nos domaines d'activité. L'un des meilleurs exemples en est le domaine des garanties. Face au sous-financement chronique et néfaste dont souffre ce programme et à l'extension continue de notre mission, nous ne pourrions bientôt plus offrir de garanties crédibles. Pour que l'AIEA s'acquitte de ses obligations et remplisse ses objectifs premiers tout en continuant à maintenir un équilibre approprié entre activités de développement et autres activités statutaires, conformément aux instructions des États Membres, il est impératif d'accroître le niveau des ressources allouées au titre du prochain exercice biennal.

Cet aperçu des activités de l'AIEA pour l'année passée montre une évolution constante dans tous nos domaines de travail et révèle, à mon avis, la nature dynamique de notre programme pour anticiper et répondre à cette évolution. L'Agence continue à jouer un rôle fondamental s'agissant de garantir que les bienfaits de la technologie nucléaire sont partagés de par le monde, que les activités nucléaires sont menées en toute sécurité, que les matières et les installations radioactives et nucléaires sont correctement protégées et qu'il existe un système sérieux d'inspection chargé de vérifier le respect des engagements de non-prolifération. Bien sûr, notre capacité de remplir efficacement ces fonctions dépend de notre engagement et du soutien des États Membres, qui, je l'espère, restera constant.

En conclusion, je voudrais remercier très sincèrement le Gouvernement autrichien, qui, depuis plus de 40 ans, accueille avec bienveillance l'AIEA.

Le Président (parle en anglais) : Je remercie le Directeur général de sa présentation du rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Je donne maintenant la parole à la représentante du Koweït qui va présenter le projet de résolution A/57/L.14.

Mme Al Mulla (Koweït) (*parle en arabe*) : Au nom du Koweït et en ma qualité de Président du Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), j'ai l'honneur de présenter le projet de résolution A/57/L.14 sur le rapport de l'AIEA. Le projet de résolution est parrainé par l'Afrique du Sud, l'Argentine, le Brésil, la Colombie, l'Espagne, la Hongrie, le Japon, le Koweït, la Pologne, la République tchèque, la Roumanie, la Slovaquie. Depuis la publication du document A/57/L.14, les délégations suivantes s'en sont portées coauteurs : l'Allemagne, l'Australie, la Bulgarie, le Chili, la Croatie, la Fédération de Russie, la Finlande, la France, la Grèce, l'Islande, l'Italie, le Kazakhstan, la Lituanie, le Nigeria, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, les Philippines, le Portugal, la République de Corée, Saint Marin, la Slovénie, la Suède, la Thaïlande, l'Ukraine, le Royaume-Uni, et la Yougoslavie.

Le projet de résolution souligne le rôle essentiel que joue l'AIEA dans le cadre des efforts collectifs visant à promouvoir le développement durable et la paix mondiale. Je voudrais également remercier le Directeur général, M. Mohamed ElBaradei, pour la déclaration qu'il vient de faire, dans laquelle il a mis en relief les principales réussites ainsi que les principales activités réalisées par l'AIEA au cours de l'année écoulée.

Dans le projet de résolution, l'Assemblée générale fait état de l'importance des travaux réalisés par l'Agence afin de promouvoir l'application de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, grâce à la mise en oeuvre et au renforcement du système de garanties, au respect et à la promotion des normes de sûreté, y compris le transport des matières radioactives, la prévention de la prolifération des armements nucléaires, l'amélioration de la sécurité nucléaire et la protection des États Membres contre le terrorisme nucléaire.

Le projet de résolution que nous présentons ici aujourd'hui est le fruit d'un long processus exhaustif de négociation et de consultations ouvert à tous. Nous avons entamé ce processus lorsque s'est terminée la session de la conférence générale de l'AIEA, le 20 septembre 2002. Le processus de consultations reposait sur les principes suivants.

Premièrement, il s'agissait de produire un projet de résolution de fond. Au fur et à mesure que les activités de l'AIEA ont suscité un intérêt et une prise

en considération croissantes auprès du public international, les membres de l'AIEA ont convenu de mettre au point un texte qui ne soit pas de pure forme. Deuxièmement, il fallait faire en sorte que la teneur du projet de résolution se rapproche du langage et de la substance des résolutions adoptées en septembre dernier par la Conférence générale de l'AIEA afin d'éviter d'avoir à réexaminer des textes ayant déjà fait l'objet d'un accord ici, à New York, à des fins de délibérations supplémentaires. Troisièmement, il s'agissait d'obtenir l'appui de l'ensemble des délégations pour ce projet de résolution.

J'ai le plaisir de signaler qu'avec l'aide des États membres de l'AIEA et l'esprit positif qu'a manifesté l'ensemble des parties, pendant toute la durée du processus de consultations, nous sommes parvenus à nous entendre sur le projet de résolution. Cet accord a été rendu possible grâce à la compréhension et à l'intérêt communs manifestés par les délégations pour aborder la totalité des activités de l'AIEA. Nous y sommes parvenus après que des compromis difficiles ont été atteints sur plusieurs questions essentielles et que beaucoup d'efforts et de temps ont été investis dans le processus. À la fin du processus de négociation à Vienne, l'ensemble des délégations s'accordait à penser que le texte ne serait pas altéré ou renégocié à New York. Je renouvelle l'appel que j'ai lancé aux États Membres afin qu'ils souscrivent à cette entente lors des consultations qui se sont tenues ici à New York la semaine dernière.

Comme le savent les membres, l'AIEA fonctionne en vertu du principe du consensus. C'est cette tradition que l'on désigne sous le nom d'esprit de Vienne. Il est encourageant de constater que les États Membres, quelles que soient leurs différences et leurs divergences sur des questions importantes, continuent de ne ménager aucun effort afin de préserver cette tradition. Cela contribue indéniablement au fonctionnement efficace et professionnel qui est la marque de l'AIEA. J'espère très sincèrement, à l'instar des États Membres, que cette démarche positive pourra également se manifester ici à New York. C'est pourquoi nous espérons que le projet de résolution sera adopté dans le même esprit, de préférence aujourd'hui même.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Iraq qui va présenter l'amendement figurant dans le document A/57/L.17.

M. Salman (Iraq) (*parle en anglais*) : Ma délégation a l'honneur de présenter un amendement au projet de résolution A/57/L.17, intitulé « Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique » (A/57/L.14), dont est saisie aujourd'hui l'Assemblée.

Le texte de l'amendement contient un énoncé factuel dans lequel il est fait allusion à la lettre du 16 septembre 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, M. Kofi Annan, document S/2002/1034, dans lequel le Secrétaire général informait le Conseil de la décision prise par l'Iraq d'autoriser le retour des inspecteurs en désarmement des Nations Unies en Iraq, sans conditions.

L'année dernière, le paragraphe concernant l'Iraq dans le même projet de résolution présenté à l'Assemblée générale, demandait que l'Iraq accepte le retour des inspecteurs. Cette année, nous notons qu'au lieu d'accueillir favorablement la décision de l'Iraq d'accepter le retour sans conditions des inspecteurs, un nouveau langage a été introduit au paragraphe 12 du préambule, qui contredit le langage utilisé dans les résolutions précédentes adoptées par l'Assemblée générale et reflète des objectifs politiques non conformes à la réalité des faits.

Ma délégation s'est employée à participer la semaine dernière à toutes les discussions sur le projet de résolution afin d'essayer de proposer ses amendements et d'expliquer sa position aux délégations intéressées. Mais elle s'est heurtée à la décision des auteurs du projet, à savoir que ce texte ne pourrait pas faire l'objet de discussions. Cela étant, ma délégation a décidé de présenter la citation extraite de cette lettre en tant qu'amendement, et ce, en s'appuyant sur les dispositions de la Charte des Nations Unies, qui stipulent que les États Membres ont le droit d'exprimer leurs points de vue à propos des questions qui sont soumises à l'Assemblée générale. Ma délégation est fermement convaincue que les mots employés par le Secrétaire général enrichiront le texte de la résolution et contribueront à lui donner l'équilibre requis.

M. Akram (Pakistan) (*parle en anglais*) : C'est pour moi un grand plaisir que de pouvoir remercier M. ElBaradei de sa présentation du rapport sur l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour l'année 2001. Le rapport reflète la direction dynamique qu'il a fournie aux fonctionnaires de

l'Agence et à leurs efforts en encourageant l'application pacifique de l'énergie atomique.

Étant l'un des membres fondateurs de l'AIEA, le Pakistan en a toujours défendu les buts et les fins. Le rôle de l'AIEA dans le processus de développement économique, par le biais d'une contribution renforcée de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, est universellement reconnu.

Comme le souligne à juste titre le rapport de l'AIEA, selon les projections, la demande mondiale d'électricité devrait probablement tripler au cours des 50 prochaines années. Il sera impossible de satisfaire cette demande avec le seul combustible fossile, qui imposerait un fardeau inacceptable sur les ressources naturelles et sur l'environnement. Compte tenu de la croissance actuelle de la population mondiale, qui devrait doubler d'ici 50 ans, il ne sera pas possible de compter sur le combustible fossile.

C'est pourquoi le seul autre choix reconnu et durable est le recours à l'énergie nucléaire. Nous estimons que l'opposition manifestée à l'encontre de l'énergie nucléaire, en dépit de son bilan de sécurité satisfaisant et de son caractère inoffensif pour l'environnement, est due soit à un malentendu soit à une tactique délibérée tendant à refuser cette technologie aux pays en développement.

La technologie, la sécurité et la vérification restent les trois piliers du mandat de l'AIEA. L'Agence s'est vu confier d'importantes responsabilités en matière de vérification et de contrôle, et nous croyons qu'elle doit s'en acquitter pleinement. Toutefois, l'AIEA doit veiller à maintenir l'équilibre requis entre les divers aspects de son mandat et de ses fonctions.

Malheureusement, on constate des disparités dans l'application des normes et des principes de l'AIEA, surtout en ce qui concerne les pays en développement. Alors que ces derniers observent les normes de sécurité, ils se voient refuser l'accès aux dernières technologies en matière d'énergie nucléaire. Des restrictions injustifiées au transfert de technologie nucléaire à des fins énergétiques, sanitaires et agricoles ne peuvent qu'avoir des incidences sur le développement économique et social des pays en développement.

Nous avons également examiné avec soin le rapport du Directeur général sur la sécurité nucléaire intitulé « Progrès réalisés sur les mesures de protection

contre le terrorisme nucléaire ». Nous avons dûment pris note des recommandations relatives aux matières nucléaires qui tomberaient entre les mains de terroristes. Nous espérons et sommes certains que cela n'arrivera jamais. Les États qui possèdent des armes, des installations et une technologie nucléaires doivent prendre des mesures préventives. Mais les instruments de terreur peuvent surgir n'importe où, comme nous l'avons vu le 11 septembre. L'AIEA doit aborder le vrai problème de ce qu'on appelle le terrorisme nucléaire. Il ne faudrait pas que cette question serve à des fins politiques. Il ne faut pas s'écarter de l'objectif global, à savoir que pour tous les États la priorité doit être un désarmement nucléaire complet.

On ne saurait trop souligner le rapport primordial qui existe entre la paix, la croissance économique et la technologie. La croissance économique implique que les sources d'énergie soient faciles d'accès et bon marché. Les ressources limitées du Pakistan en combustible fossile sont insuffisantes pour satisfaire une demande d'énergie sans cesse croissante. La production d'énergie nucléaire est donc un élément indispensable de notre stratégie énergétique nationale. Nous sommes encouragés par le récent changement d'attitude positif vis-à-vis de l'énergie nucléaire au niveau international. Le rapport de l'Agence pour l'année 2001 prévoit des perspectives encore meilleures pour l'énergie nucléaire.

M. Aboul-Gheit (Égypte), Vice-Président, assume la présidence.

Le Pakistan veut bâtir des centrales nucléaires sous garanties et, à cette fin, il recherche l'aide et la coopération des États membres de l'AIEA. Nous nous sommes engagés dans la deuxième phase des projets relatifs aux centrales nucléaires de Karachi et de Chashma. Nous croyons que la construction et l'exploitation d'une centrale nucléaire non seulement présentent des avantages économiques directs pour les pays en développement mais créent des milliers d'emplois pour les plus pauvres.

En plus de l'énergie nucléaire, le Pakistan a appliqué la science nucléaire au développement de l'agriculture et aux domaines de la santé et de la mise en valeur de terres incultes, ainsi qu'à la lutte contre le problème de la salinité. Nous nous félicitons également de la coopération croissante entre la Commission de l'énergie atomique du Pakistan et l'AIEA dans tous ces domaines.

Nous sommes pleinement conscients de l'importance que revêt la sécurité dans les établissements nucléaires. Nous sommes membres actifs de la Convention internationale sur la sécurité nucléaire. La Conférence d'examen qui s'est tenue récemment à Vienne s'est déclarée satisfaite du bilan de sécurité du Pakistan. Nous accordons la plus haute priorité au renforcement de la culture de sécurité dans tous nos établissements nucléaires. À la suite de la mise en place d'une instance pakistanaise de réglementation nucléaire qui fait directement rapport au chef du Gouvernement, la Commission pakistanaise de l'énergie atomique a encore renforcé son propre Directeurat de la sécurité qui traite des questions de la sécurité nucléaire, des radiations et de la protection, et gère le Centre de coordination d'intervention en case de situation d'urgence nucléaire. Nous attendons avec intérêt de pouvoir coopérer davantage avec les pays développés afin d'obtenir le libre accès à la technologie, conformément à l'esprit de la Convention sur la sécurité nucléaire.

Comme au cours des dernières décennies, cette année encore le bilan du Pakistan en matière de garanties nucléaires a continué d'être irréprochable. Nous sommes convaincus que les mesures de garanties convenues constituent de bons moyens complémentaires d'assurer plus de sûreté et de sécurité aux matières nucléaires. Cette conviction nous a incités à oeuvrer en faveur du renforcement de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, en coopération avec la communauté internationale.

Bien que la sûreté des établissements nucléaires et les mesures de garanties soient primordiales en matière de technologie nucléaire, il est nécessaire de réévaluer le cadre de travail actuel, qui est fondé sur la discrimination, et de faire fond sur de nouvelles stratégies susceptibles de bénéficier équitablement à tous les États membres. Nous proposons donc, premièrement, que les pays développés reconnaissent l'importance des activités de coopération technique concernant les activités réglementaires de l'Agence et acceptent un équilibre équitable entre les deux; deuxièmement, que des fonds soient versés régulièrement aux fins des activités de coopération technique, du transfert de technologie et de moyens de formation pour les pays en développement; troisièmement, que le pourcentage d'affectations d'experts des pays en développement, au moins au niveau régional, soit augmenté; quatrièmement, que

davantage d'ouvertures en matière de coopération technique soient offertes aux pays en développement au niveau de la conception et de l'application des projets; cinquièmement, que les États membres versent au Fonds de la coopération technique de l'Agence la totalité de leur contribution, et ce, en temps voulu; et, sixièmement, que l'utilisation des centres de ressources régionaux des États membres en développement soit accrue – en sous-traitant davantage avec eux.

Nous espérons tous avec ferveur que l'AIEA s'attachera à promouvoir la coopération technique. Cet objectif ne pourra se réaliser que si les membres de l'Agence adhèrent strictement à son statut. Surtout, nous attendons de l'AIEA qu'elle adopte une approche équilibrée et non-discriminatoire en donnant, en particulier aux pays en développement, accès à l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

M. Balarezo (Pérou) (*parle en espagnol*) : La délégation péruvienne remercie M. Mohamed ElBaradei de sa présentation du rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour l'année 2001. Le rapport indique les progrès faits dans les trois piliers fondamentaux de l'organisation : le système de vérification et de sécurité de toutes les activités du cycle nucléaire; la coopération technique et le transfert de technologie aux fins de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

Le Pérou voudrait insister une fois de plus sur l'importance qu'il accorde aux activités de l'AIEA en ce qui concerne le transfert de technologie et de savoir-faire pour les applications pacifiques et sûres de l'énergie nucléaire. Nous remercions l'AIEA de son appui constant, qui a permis de continuer de mettre au point des applications précieuses de l'énergie nucléaire dans les domaines de la médecine, de l'exploitation minière, de l'industrie, de la gestion des eaux et des sols, de la lutte contre les parasites et de la nutrition. De même, nous nous réjouissons des possibilités de formation qu'elle donne au personnel chargé de ces applications, complément essentiel des transferts de technologie préconisés par l'AIEA.

Il y a un an, ce débat s'est déroulé au lendemain des attentats terroristes qui venaient de secouer cette ville et le monde entier. La communauté internationale a commencé à s'unir pour faire face à cette menace – impossible d'imaginer alors que ces éléments criminels puissent accéder à des matières fissiles ou à

des sources de radiation ou s'attaquer à tout type d'installation nucléaire ou de transport de ces matières.

La délégation péruvienne se félicite, à cet égard, de prendre une part active au processus de renforcement, dans le cadre de l'AIEA, de la sécurité nucléaire et de la capacité de prévention et de protection contre le terrorisme nucléaire, dont fait partie, notamment, l'adoption récente par la quarante-sixième Conférence générale de la résolution sur les mesures permettant d'améliorer la sécurité physique nucléaire et la protection contre ce danger.

Dans le même ordre d'idées, le Pérou souligne l'importance essentielle des instruments internationaux adoptés sous l'égide de l'AIEA, notamment la Convention sur la sûreté nucléaire, au titre de laquelle s'est tenue récemment la deuxième réunion d'examen des parties contractantes en vue de discuter des rapports nationaux et de renforcer la sécurité des activités nucléaires. C'est là un objectif permanent et capital qui va bien au-delà des besoins actuels et qu'appuie vigoureusement la délégation du Pérou.

L'AIEA accomplit un travail fondamental dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération nucléaire. La nécessité d'un système efficace et renforcé de vérification et d'inspection permettant de détecter les matières et activités nucléaires non déclarées a été clairement mise en exergue dans les débats du Conseil de sécurité. Les États membres de cet organe sont convenus qu'il est nécessaire de disposer de mécanismes renforcés et transparents pour tout le processus de vérification des matières nucléaires, de façon à avoir des assurances crédibles non seulement quant au non-détournement de matières nucléaires déclarées, mais aussi quant à l'absence de matières et d'activités nucléaires non déclarées.

Le Pérou a pris conscience de cette nécessité dès le début. Il est le premier pays d'Amérique latine à avoir mis en vigueur le Protocole additionnel à l'accord de garanties de l'AIEA, instrument qui permet précisément à l'organisme de disposer de meilleures capacités d'évaluation et d'information pour déterminer l'absence ou la présence de matières nucléaires non déclarées.

De même, le Pérou a accueilli, en décembre de l'année dernière, un séminaire régional de l'AIEA consacré au Protocole additionnel, organisé à l'attention des pays qui sont parties au Traité de Tlatelolco. Cette initiative a permis de stimuler le

dialogue au niveau régional et d'obtenir l'adhésion ou la ratification subséquente de sept États latino-américains à cet important instrument.

La protection radiologique, et notamment la sûreté du transport des matières radioactives, représente également une source de préoccupation et une question d'une importance particulière pour le Pérou. Pays côtier très sensibilisé à la protection de son environnement marin, le Pérou partage totalement les préoccupations d'autres États au sujet des dommages écologiques éventuels, des répercussions sur la santé et des pertes économiques qui pourraient résulter d'un accident ou d'un incident ayant lieu durant le transport de matières et de déchets radioactifs.

L'adoption par la quarante-sixième Conférence générale de l'AIEA d'une nouvelle résolution importante à ce sujet atteste de la nécessité d'apporter à cette question l'attention générale qu'elle mérite. Cela doit inclure des mécanismes permettant de demander des comptes à ceux qui sont à l'origine des dégradations, d'échanger rapidement des informations complètes entre États transporteurs et États côtiers avant les expéditions, d'augmenter la sécurité physique et de mettre en place un système d'intervention d'urgence pour tout accident ou incident éventuel survenant au cours de ce type de transport.

Le rapport annuel de l'AIEA pour 2001 souligne le bilan de sûreté remarquable des États qui transportent des matières radioactives. Le Pérou estime donc que l'établissement d'un régime international intégré et efficace de réglementation du transport de ces matières ne devrait pas présenter de difficultés sérieuses. Nous espérons que la Conférence internationale prévue à Vienne, du 7 au 11 juillet 2003, nous permettra de progresser dans ce processus.

M. Mustafa (Soudan) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord remercier M. ElBaradei, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), de son exposé et de son rapport fort complet sur les activités de l'Agence. Je voudrais également rendre hommage aux efforts qu'il a déployés afin d'améliorer les résultats et l'efficacité de l'Agence et d'élargir la portée des activités et des programmes organisés dans ce domaine avec les pays en développement.

Dans le cadre de sa présidence du Conseil des gouverneurs de l'AIEA entre 1998 et 2000, la délégation soudanaise s'est elle-même employée

activement à faire amender l'article VI du Statut de l'AIEA afin d'élargir le Conseil, ce qui a été fait pendant la session de 1999 de la Conférence générale. Cet amendement a été approuvé par la République du Soudan en 2001 et déposé auprès des États-Unis aux fins de son entrée en vigueur.

Mon pays exprime également sa satisfaction face aux progrès réalisés dans la lutte contre la menace du terrorisme nucléaire international en vue de préserver l'humanité de ce fléau. Dans le droit fil de notre condamnation vigoureuse et catégorique de toutes les formes et manifestations du terrorisme, nous condamnons avec la plus grande énergie le terrorisme nucléaire, qui représente une menace extrêmement grave contre laquelle il faut prendre des mesures adaptées. Mon pays craint cependant que le financement de la lutte contre le terrorisme international ne se fasse au détriment du financement des programmes de coopération et d'assistance technique, ce qui pourrait avoir des incidences très néfastes sur ces programmes et ces projets.

La lutte contre la prolifération nucléaire ainsi que la signature et la ratification des protocoles additionnels sont des questions prioritaires pour l'AIEA. C'est la raison pour laquelle mon pays a signé et ratifié dès 1973 le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Il y a longtemps que ce traité est entré en vigueur; en juillet 1977. Cependant, la situation au Moyen-Orient nécessite une analyse plus profonde et générale, car la seule entité nucléaire dans cette région, à savoir Israël, refuse de signer le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ainsi que son Protocole additionnel en avançant divers motifs et prétextes inacceptables. C'est cette logique défailante qui empêche l'établissement d'une paix véritable au Moyen-Orient. Cela signifie donc que cette région est enfermée dans un cercle vicieux.

Nous appuyons la réponse du Gouvernement iraquien aux appels lancés par le Secrétaire général, la Ligue arabe et l'Organisation de la Conférence islamique en faveur du retour inconditionnel des inspecteurs pour qu'ils puissent achever leur tâche.

La délégation soudanaise rend un hommage particulièrement appuyé au programme de coopération technique de l'Agence pour l'appui technique et les informations utiles qu'elle a fournis aux pays en développement. Nous nous félicitons également du projet de résolution A/57/L.14, qui souligne la

nécessité de fournir des ressources suffisantes pour ces activités. Nous espérons que les ressources financières supplémentaires sont en bonne voie et qu'elles feront partie intégrante du budget de l'Agence, outre les contributions des pays donateurs, afin de pouvoir relever les défis qui se posent aux pays en développement et de tenir compte de l'importance du programme mis en oeuvre pour les pays en développement. Les pays donateurs pourraient, bien sûr, donner plus aux pays en développement afin de compléter les programmes de l'Agence.

Mon pays a eu le privilège de recevoir le Directeur général de l'AIEA en décembre dernier. Nous nous félicitons du succès de cette visite qui a eu lieu dans le cadre de la coopération technique. Durant la première moitié de cette année, le Soudan a accueilli deux réunions régionales afin d'évaluer les projets africains. Les organes exécutifs au Soudan sont prêts à accueillir d'autres réunions régionales sur l'Afrique, lesquelles pourraient se tenir dans la capitale, Khartoum.

Les programmes de coopération technique constituent le meilleur moyen pour aider les pays en développement à renforcer leur capacité nationale dans les domaines de la médecine, de la santé, de l'eau, de l'environnement ainsi que de la sûreté des sources de rayonnements nucléaires.

Des efforts importants sont actuellement consentis pour éradiquer la mouche tsé-tsé et les moustiques vecteurs du paludisme dans toute l'Afrique. Je rends donc hommage aux efforts conjoints entrepris par le Soudan et notre voisin, l'Éthiopie, pour mettre en oeuvre un programme permettant de lutter contre ce problème dans la zone Khor Yabour, qui s'étend sur 80 kilomètres, et pour éradiquer ce fléau le long de la frontière qui sépare les deux pays. Je tiens à remercier le programme d'assistance technique de l'AIEA, dont l'objectif est d'éradiquer la mouche tsé-tsé par le biais de la technique de l'insecte stérile (TIS). Nous nous réjouissons du succès de ces efforts. Nous avons également réalisé des progrès importants pour éliminer le moustique vecteur du paludisme, qui représente un problème majeur pour le développement économique et social des pays en développement en général et des pays africains en particulier.

M. Atta (Égypte) (*parle en arabe*) : Je tiens à remercier M. ElBaradei, le Directeur général de

l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), et à lui dire combien nous nous félicitons de la déclaration qu'il a prononcée pour présenter le rapport annuel de l'Agence pour l'année 2001. Il a résumé les principales réalisations de l'année 2001 et mis en relief les défis qui nous attendent à l'avenir.

L'Égypte est consciente du rôle important joué par l'AIEA dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales grâce à ses activités dans le domaine de la non-prolifération des armes nucléaires. L'Égypte sait également gré à l'Agence de sa contribution remarquable à la mise en oeuvre des priorités en matière d'action internationale grâce à ses activités et ses réalisations dans le domaine du développement durable, du transfert de la technologie et du savoir-faire nucléaires, de l'assistance technique, de la vérification et de la sécurité nucléaire.

La coopération technique dans le domaine de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques figure parmi les principales activités de l'Agence. Elle contribue à la prospérité des peuples du monde, particulièrement à ceux des pays en développement.

L'Égypte apprécie les efforts que déploie l'Agence pour élaborer et mettre à jour une stratégie de coopération technologique, dont la priorité doit être le développement des États membres. L'AIEA contribue largement à ces activités. À cet égard, la technologie peut apporter une contribution importante à court ou à moyen terme : c'est l'un des piliers des activités de l'Agence.

En termes d'activités concernant les garanties, nous avons pris note des efforts déployés par le Secrétariat pour renforcer le système de garanties. Dans le même temps, nous sommes conscients que l'efficacité des garanties dépend de l'universalité de toutes les composantes : des garanties généralisées et le Protocole additionnel doivent en faire partie. Nous saisissons l'occasion pour informer l'Assemblée qu'il sera impossible d'assurer le succès des efforts à éliminer le danger de la prolifération nucléaire en l'absence des garanties universelles de l'Agence. En conséquence, il est nécessaire d'agir pour assurer la mise en oeuvre universelle de ces garanties qui sont la pierre angulaire de la non-prolifération.

L'Égypte a, à maintes reprises, proposé, tant au niveau international que régional, de mener une action pour faire face au danger de la prolifération nucléaire. En 1974, nous avons appelé à la création d'une zone

exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. L'Assemblée générale a réitéré cet appel, par consensus, en 1980. En avril 1990, le Président Hosni Moubarak a demandé la création d'une zone exempte d'armements nucléaires au Moyen-Orient. L'Égypte a toujours prôné, et prône toujours, par l'entremise de l'AIEA, l'application des garanties généralisées de l'AIEA à toutes les installations nucléaires au Moyen-Orient, et cela sans discrimination.

En dépit de tous les efforts et initiatives entrepris pour réaliser la paix et la stabilité dans tous les États de la région, Israël ne s'est jamais montré prêt à placer ses installations nucléaires sous le système de garanties. Cela a eu des conséquences négatives sur la mise en oeuvre de l'ensemble des garanties pour les installations nucléaires au Moyen-Orient. Cela signifie que la communauté internationale doit désormais faire face à une double responsabilité : éliminer les dangers découlant de la prolifération dans l'intérêt de la paix et de la sécurité et mettre en oeuvre des garanties généralisées de l'Agence.

L'Égypte a dit, à plusieurs reprises, que l'Iraq devait se conformer aux dispositions de la résolution du Conseil de sécurité.

L'Égypte accueille favorablement la déclaration faite par l'Iraq en septembre dernier dans laquelle il a indiqué qu'il coopérerait pleinement et que des inspections reprendraient sans condition, en vue de concrétiser les objectifs des résolutions du Conseil de sécurité. Maintenant que le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1441 (2002), le 8 novembre 2002, nous demandons à l'Iraq de coopérer en vue de l'application intégrale de la résolution. Comme le Secrétaire général l'a indiqué, la coopération de l'Iraq sera la première étape d'un processus confirmant que ce pays ne possède pas d'armes de destruction massive. Cela conduira à une solution d'ensemble, notamment à suspension des sanctions, qui causent de grandes souffrances au peuple iraquien.

L'Égypte regrette l'absence, dans la résolution récemment adoptée, de toute mention faisant état de progrès vers la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient, des objectifs des mesures proposées en ce qui concerne l'Iraq. La crédibilité de la communauté internationale vis-à-vis du dossier iraquien est liée aux efforts qui seront faits au plan international pour assurer la création dans cette région d'une zone exempte d'armes de destruction

massive, conformément à la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité, et à la nécessité d'éliminer la menace que fait peser le défi nucléaire dans le monde entier, notamment en Asie du Sud et de l'Est.

S'agissant de la sûreté nucléaire, les événements du 11 septembre 2001 ont souligné la nécessité de renforcer les activités et programmes de l'AIEA pour ce qui est de protéger les installations nucléaires, les matières nucléaires et autres matières radioactives contre le danger du terrorisme nucléaire. L'Égypte estime que le danger et la menace de voir ces matières tomber entre les mains de terroristes subsisteront tant que les matières nucléaires ne seront pas soumises à une supervision internationale.

Nous réaffirmons que notre position en ce qui concerne la production de matières fissiles se fonde sur la nécessité de soumettre les matières nucléaires, y compris les stocks à des règles de contrôle. L'Égypte participe à tous les efforts que fait l'AIEA pour élaborer des mesures supplémentaires efficaces afin de nous protéger du terrorisme nucléaire. Nous pensons que ces mesures devraient être conformes aux normes fondamentales et ne pas être une alternative aux mesures prises au plan national. Nous ne devons pas atténuer les responsabilités des États en ce qui concerne la sécurité, dont le financement doit se faire à l'aide de contributions volontaires. De même, l'Égypte espère que les mesures et activités supplémentaires proposées à cet égard compléteront la coopération dans le domaine de l'assistance technique afin que le Groupe d'experts créé par le Directeur général de l'AIEA soit en mesure d'achever ses travaux et de présenter ses recommandations tendant à renforcer la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, et ce, dans les meilleurs délais.

Ma délégation voudrait exprimer sa gratitude pour les efforts intenses et efficaces déjà déployés à Vienne en vue de mettre au point le projet de résolution qui nous est soumis pour examen, et réaffirme son appui aux activités menées par l'AIEA pour renforcer sa capacité de faire face aux futurs défis.

Mme Løj (Danemark) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne. Les pays d'Europe centrale et orientale associés à l'Union européenne – la Bulgarie, la République tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie – ainsi que les pays associés, Chypre, Malte

et la Turquie, et les pays de l'Association européenne de libre-échange, membres de l'Espace économique européen, l'Islande et la Norvège, souscrivent à cette déclaration.

C'est avec un grand intérêt que l'Union européenne prend acte du rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour l'année 2001. Nous saluons la déclaration du Directeur général de l'Agence dans laquelle il a fourni des informations supplémentaires sur les principaux faits nouveaux intervenus dans l'activité de l'Agence en 2002. Je voudrais saisir cette occasion pour féliciter le Secrétariat de l'AIEA et son Directeur général, Mohamed ElBaradei, pour l'excellent travail accompli par l'Agence.

Le projet de résolution sur le rapport de l'AIEA, qui nous est présenté dans le document A/57/L.14, est le fruit d'un large accord intervenu entre les États membres à Vienne. Nous espérons qu'il pourra être adopté par consensus.

Nous saluons les résultats de la quarante-sixième session ordinaire de la Conférence générale de l'AIEA, tenue à Vienne du 16 au 20 septembre dernier. L'Agence a un rôle fondamental à jouer pour combattre la terreur nucléaire. Nous rendons hommage au Directeur général et au Secrétariat de l'AIEA pour avoir réagi rapidement à ce défi, d'abord en renforçant et en réorientant certaines des activités en cours et, peu après, en présentant des plans d'activités visant à aider les États Membres à assurer un cadre de sécurité nucléaire strict pour les installations et les matières nucléaires. La responsabilité principale d'assurer la sécurité nucléaire relève naturellement des États Membres, car les activités de l'Agence ne peuvent que compléter les mesures prises au plan national pour contrer le terrorisme nucléaire. Les programmes de coopération technique jouent déjà un rôle important dans le renforcement de la sûreté et de la sécurité, et ils s'avèrent des instruments utiles à cet égard.

Un régime international de non-prolifération nucléaire de nature universelle, soutenu par un puissant système de garanties internationales exigeant des États qu'ils prennent des mesures pour rendre compte et contrôler les matières nucléaires, est un fondement essentiel pour les efforts faits au plan international en vue d'assurer notre sécurité collective. Les États Membres ont la responsabilité de promouvoir

l'universalité du régime de non-prolifération et d'adhérer aux instruments internationaux applicables.

Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) est la pierre angulaire du régime mondial de non-prolifération, l'instrument international indispensable du système de garanties de l'AIEA. À la première session du Comité préparatoire de la Conférence d'examen de 2005, tenue en avril dernier, la responsabilité de l'Agence dans le renforcement accru d'un accord de garanties généralisées et des éléments du protocole additionnel du régime, a été vivement soulignée. Prenant note des préoccupations exprimées par le Directeur général à cet égard, l'Union européenne reconnaît la nécessité d'un système de garanties, dûment financé, qui soit efficace et économique. L'Union est prête à envisager un accroissement du budget relatif aux garanties lorsque ces exigences auront été prouvées.

Tous les États membres de l'Union européenne ont pris un engagement clair à l'égard du processus de ratification pour leurs protocoles additionnels respectifs, processus que la plupart d'entre eux ont finalisé. Nous nous sommes engagés à faire entrer en vigueur simultanément les protocoles des États membres de l'Union européenne. Nous estimons que les protocoles additionnels font partie intégrante du système de garanties de l'AIEA et que le fait de les respecter est le meilleur moyen de prouver que l'on satisfait aux obligations que stipule l'article III du Traité de non-prolifération. L'Union européenne exhorte donc tous les États qui ne l'ont pas encore fait à signer et ratifier un protocole additionnel.

Comme le Directeur général nous estimons préoccupant que 48 États Parties au TNP n'aient toujours pas conclu d'accords de garanties. Nous demandons à ces États de satisfaire à l'obligation à laquelle ils ont souscrit au titre de l'article III du Traité et de mener à bien les accords de garanties généralisées.

L'Union européenne voudrait rappeler sa préoccupation face à l'existence persistante d'installations et de matériaux nucléaires non garantis dans des États qui ne sont pas parties au TNP ou à des traités équivalents. L'Union européenne appelle ces États à mettre toutes leurs activités nucléaires sous les garanties de l'AIEA.

La situation en Iraq reste très préoccupante pour l'Union européenne. Trois ans et demie sont écoulés

depuis que l'AIEA a pu, pour la dernière fois, remplir son mandat en Iraq. L'Agence n'est donc pas en mesure de fournir des assurances, quelles qu'elles soient, en ce qui concerne le respect par l'Iraq de ses obligations. L'Union européenne souligne qu'à son retour de l'Iraq, l'Agence doit notamment résoudre la question fondamentale de savoir si les activités et les capacités nucléaires de l'Iraq ont changé depuis décembre 1998.

L'Union européenne demande une fois de plus à l'Iraq qu'il adhère totalement à toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, qu'il autorise notamment les inspecteurs de l'ONU à revenir en Iraq sans aucune condition préalable et qu'il coopère pleinement avec les équipes d'inspection sous tous les aspects, notamment en accordant un accès immédiat et sans entrave à tous les sites et installations sur lesquels les inspecteurs voudraient faire une enquête.

Nous sommes profondément préoccupés par le fait que la République populaire démocratique de Corée a reconnu qu'elle procédait à un programme d'armement nucléaire clandestin. L'Union européenne exhorte la Corée du Nord à fournir immédiatement des précisions à ce sujet. Ce programme constitue une grave violation des engagements souscrits par la Corée du Nord au titre du TNP, des accords de garanties de l'AIEA ainsi que de la Déclaration commune entre la Corée du Nord et du Sud sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne et de son Cadre agréé. Cela remet également en question le projet de l'Organisation pour le développement énergétique de la péninsule coréenne (KEDO).

L'Union européenne invite la Corée du Nord à prendre des mesures immédiates afin de respecter les engagements internationaux qu'elle a pris au titre de la non-prolifération et d'éliminer son programme d'armes nucléaires de façon vérifiable, conformément à son accord de garanties avec l'AIEA. L'Union européenne est disposée à travailler avec toutes les parties concernées à la recherche d'un règlement pacifique de cette situation qui représente une grave menace à la paix et à la stabilité, tant sur les plans international que régional.

L'Union européenne attache une grande importance à un niveau élevé de sûreté nucléaire partout dans le monde et tâche de maintenir un haut niveau de sûreté nucléaire au sein de l'Union. Les États

membres de l'Union ainsi que les pays associés coopèrent étroitement dans ce domaine.

L'Union européenne attache une grande importance à la coopération technique qui constitue l'un des piliers des activités de l'Agence. Notre appui s'est clairement manifesté par le niveau très élevé des contributions volontaires fournies par les États membres de l'Union européenne qui, en 2002, représenteront environ 35 % des contributions totales. L'Union européenne continue de souhaiter que ces activités importantes bénéficient d'un financement suffisant et contribuera de façon constructive l'année prochaine au moment où le Conseil des Gouverneurs passera en revue le mécanisme de financement dans le domaine de la coopération technique.

L'Union européenne est pleinement consciente du contexte de plus en plus difficile dans lequel l'Agence doit financer ses obligations statutaires au titre de son budget ordinaire. Tous les efforts doivent être déployés pour faire en sorte que l'Agence dispose des ressources financières à cette fin. L'Union européenne se préoccupe de ce qu'un grand nombre d'États membres de l'AIEA ne respectent pas leurs obligations financières vis-à-vis de cette dernière. L'Union européenne invite vivement tous les États membres à s'acquitter intégralement et en temps voulu de leurs quotes-parts au titre du budget ordinaire, ainsi que de leurs contributions non acquittées pour des années antérieures, qui se chiffrent à l'heure actuelle à environ 18 millions de dollars.

L'Union européenne propose d'introduire à l'Agence un système à monnaie unique sur la base de l'euro, qui prendrait effet à partir de l'exercice biennal 2004-2005. Le fait que l'écrasante majorité des dépenses s'effectue en euros souligne les avantages d'un système financier fondé sur l'euro. Nous pensons que ce système contribuera sensiblement à améliorer la transparence, l'utilité et l'efficacité de la gestion par l'Agence de ses ressources financières tant pour son budget ordinaire que pour les fonds extra-budgétaires. Nous nous félicitons de ce qu'a fait jusqu'à présent le Secrétariat de l'AIEA pour examiner la question et pour informer ses États membres de ses conclusions provisoires. Nous attendons avec un intérêt un rapport exhaustif plus tard dans l'année afin que nous puissions nous entendre sur cette proposition au cours du premier semestre 2003.

L'Union appuie le Directeur général dans ses efforts continus visant à améliorer l'efficacité de l'Agence. Une approche axée sur les résultats en matière de budgétisation exige une gestion musclée et une définition claire des activités interdépendantes. Une coopération et une coordination accrues entre les départements doit être encouragée afin qu'il y ait une plus grande synergie et une meilleure utilisation des ressources, tant humaines que financières. À cet égard, nous nous félicitons de la décision prise par le Directeur général de recruter un consultant extérieur en gestion afin d'évaluer les résultats obtenus jusqu'à présent et de proposer de nouvelles mesures à prendre.

Pour terminer, je tiens à assurer les Membres que l'Union européenne et les États qui se sont associés à cette déclaration appuient totalement le rôle que joue l'AIEA comme autorité compétente de vérification du respect du régime international de non-prolifération nucléaire, ainsi que celui consistant à promouvoir l'utilisation sûre des technologies nucléaires en faveur d'une application à des fins pacifiques dans les États membres qui ont choisi d'utiliser cette technologie.

M. Requeijo Gual (Cuba) (*parle en espagnol*) : Nous remercions M. Mohamed ElBaradei d'avoir présenté le rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) (A/57/L.14). Nous souhaitons également saluer l'entrée de l'Érythrée, du Kirghizistan et des Seychelles en tant que nouveaux membres de l'AIEA.

Conformément à l'annonce faite par le Ministre des affaires étrangères de Cuba, le 14 septembre 2002, devant l'Assemblée générale, le Gouvernement de la République de Cuba a déposé les instruments d'adhésion au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) le 4 novembre 2002 à Moscou.

Avec l'adhésion de Cuba, 188 États sont maintenant parties à cet instrument international.

Au moment de son adhésion, Cuba a réaffirmé sa position de principe selon laquelle les doctrines militaires reposant sur la possession d'armes nucléaires sont inacceptables. Il a également réaffirmé qu'aucun pays ou groupe de pays ne doit être autorisé à avoir un monopole sur des armes nucléaires ou sur leur mise au point, quantitative ou qualitative.

Cuba est persuadée que la seule façon de remédier aux vices originels du TNP et à sa nature fondamentalement sélective et discriminatoire est

d'atteindre l'objectif de l'élimination totale des armes nucléaires.

Conformément aux dispositions du TNP, il faut également respecter le droit légitime des États d'avoir pleinement accès à l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Par conséquent, il faut mettre un terme à l'imposition de mesures unilatérales restrictives sur l'échange de matériel, de fournitures, d'informations scientifiques et technologiques pour l'utilisation à des fins pacifiques de l'énergie nucléaire.

La décision de Cuba de devenir État partie du TNP va au-delà de ses intérêts nationaux et indique clairement la volonté politique du Gouvernement cubain de promouvoir et de renforcer l'ONU, le multilatéralisme et les traités internationaux en matière de désarmement et de contrôle des armes.

En tant qu'État partie au TNP, Cuba a l'intention de participer activement au processus préparatoire de la prochaine Conférence d'examen du TNP et de travailler en collaboration avec d'autres États qui, comme Cuba, aspirent à parvenir à l'élimination totale sous un strict contrôle international de toutes les armes nucléaires.

Le Gouvernement de la République de Cuba a également déposé le 23 octobre dernier à Mexico les instruments de ratification du Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes, dénommé le Traité de Tlatelolco, ainsi que de tous ses amendements. Avec la ratification de Cuba, le Traité de Tlatelolco entre pleinement en vigueur dans toute sa zone de mise en oeuvre. L'Amérique latine et les Caraïbes seront ainsi officiellement déclarées comme étant la première zone habitée du monde exempte d'armes nucléaires.

Le 25 mars 1995, Cuba avait signé le Traité de Tlatelolco, essentiellement dans un acte de solidarité avec les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, en dépit du fait que les États-Unis, seule puissance nucléaire aux Amériques, pratiquaient contre Cuba une politique d'hostilité, renforçaient son blocus économique, commercial et financier et maintenait par la force et contre la volonté du peuple cubain l'occupation illégale d'une partie du territoire national.

Au moment de la ratification du Traité de Tlatelolco, ces obstacles subsistent et se sont même accrus. Néanmoins, s'opposant aux intérêts de la superpuissance mondiale qui fait prévaloir

l'unilatéralisme pour résoudre les problèmes internationaux, Cuba, une fois de plus, montre sa détermination à promouvoir et renforcer le multilatéralisme et les traités internationaux de désarmement et de contrôle des armes. L'engagement pris par Cuba contribue en outre à renforcer les efforts régionaux en faveur du désarmement nucléaire ainsi que la paix et la sécurité internationales.

Cuba accorde beaucoup d'importance aux activités de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et réaffirme la nécessité de traiter de façon équilibrée les trois piliers fondamentaux de cette organisation : la technologie, la sûreté et la vérification. Nous nous félicitons qu'après une longue période de gel, l'objectif visé du Fonds de coopération technique de l'AIEA sera accru pour l'exercice biennal de 2003-2004. Nous espérons que ce chiffre continuera d'augmenter à l'avenir conformément aux exigences réelles et croissantes des pays bénéficiaires. Il est indispensable que l'AIEA veille à ce que le Fonds de coopération technique connaisse une croissance constante, fiable et sûre.

Cuba entretient un important programme de coopération technique avec l'AIEA et a toujours exploité au mieux les ressources allouées. Ces ressources sont consacrées aux programmes prioritaires de notre pays dans les domaines de la santé humaine, de l'agriculture et de l'industrie, et leur mise en oeuvre a eu des répercussions importantes.

Cuba réaffirme son appui à l'Accord régional de coopération pour la promotion des sciences et techniques nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (ARCAL) qu'il a récemment ratifié. Nous sommes d'avis que le programme ARCAL constitue un cadre approprié pour la coopération entre les pays de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Conformément à sa ferme volonté de promouvoir les activités importantes visées par ARCAL, Cuba organisera la quatrième réunion de son organe de coordination technique prévue à La Havane en mai prochain.

Cuba est d'avis que l'AIEA peut et doit jouer un rôle très important dans la lutte contre le terrorisme nucléaire. C'est pour cette raison que nous appuyons les efforts que déploie l'AIEA pour mettre en oeuvre des programmes et des activités visant à assurer la protection contre le terrorisme nucléaire sans que cela

affecte les ressources humaines et financières assignées au développement socioéconomique durable.

Nous appuyons la proposition de créer un fonds de contributions extrabudgétaires volontaires pour financer les nouvelles activités, telles que la lutte contre le terrorisme nucléaire. Parallèlement, il est important de préserver les contributions volontaires consacrées à la coopération technique de l'AIEA dont tant de pays en développement ont un besoin urgent.

M. Gatilov (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : La Fédération de Russie souhaite la bienvenue au Directeur général ElBaradei, de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), et exprime sa gratitude pour le rapport annuel de l'Agence.

C'est avec plaisir que nous accueillons, en tant que nouveaux membres de l'AIEA, la République kirghize, la République des Seychelles et l'Érythrée. Nous entretenons des relations chaleureuses de bon voisinage et de partenariat avec la République kirghize au sein de la Communauté d'États indépendants, ainsi que des relations d'affaires étroites dans la mise en oeuvre des programmes d'exploitation des gisements d'uranium et d'élimination des déchets radioactifs. Nous espérons que l'adhésion de la République kirghize rendra notre coopération bilatérale dans ce domaine encore plus efficace.

La Fédération de Russie est un membre actif de l'AIEA, qui s'est engagé dans des activités multiformes de l'Agence, lesquelles embrassent des domaines clefs tels que la non-prolifération des armes nucléaires par ses fonctions de contrôle, les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire au service du développement et la mise au point de technologies novatrices, sûres, respectueuses de l'environnement.

Les attaques terroristes qui ont frappé les États-Unis l'an dernier et les événements tragiques récemment survenus à Moscou, lors de la prise en otage, par des terroristes, de plus de 700 personnes, ont mis en exergue la menace que représente le terrorisme international pour le monde entier. Cette menace crédible appelle à des efforts concertés multilatéraux pour mettre en place un système mondial de lutte contre les menaces et défis nouveaux, tout particulièrement dans le domaine nucléaire.

À cet égard, nous voudrions rendre hommage aux efforts que fait l'Agence pour lutter contre le

terrorisme nucléaire, notamment à la lumière des décisions prises par les dirigeants du G-8 à Kananaskis, Canada. Nous sommes d'avis qu'un régime de protection physique renforcé, le stockage des matières nucléaires en toute sécurité, la prévention contre leur trafic illicite et l'amélioration de leur comptabilité et de leur contrôle, ainsi que d'autres mesures pour améliorer l'efficacité du système de contrôle de l'AIEA permettront d'éviter que les terroristes et leurs complices aient accès aux matières dangereuses.

Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) revêt une importance cruciale pour la sécurité internationale. Nous espérons que le processus préparatoire de la Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, prévue pour 2005, permettra de consolider la réalisation, par un maximum de pays, des objectifs du Traité.

Le Traité entre les États-Unis et la Russie sur les réductions des armements stratégiques offensifs, signé à Moscou au début de cette année, constitue une importante contribution au renforcement de la stabilité stratégique. La Russie a déjà commencé à travailler à sa ratification. L'importance de ce traité et la déclaration sur les nouvelles relations stratégiques entre la Fédération de Russie et les États-Unis dépassent de simple relations bilatérales et répondent aux intérêts de tous les États. À cet égard, nous nous félicitons de l'adoption récente par consensus au sein de la Première Commission de l'Assemblée générale du projet de résolution qui appuie ce document.

L'exploitation excessive de matières pouvant être utilisées à des fins militaires et la réduction de la capacité de production d'armes nucléaires sont un élément important du désarmement nucléaire. Nous continuons d'appliquer l'accord conclu le 18 février 1993 entre le Gouvernement de la Fédération de Russie et celui des États-Unis d'Amérique et qui concerne l'utilisation de l'uranium hautement enrichi extrait des armes nucléaires. L'industrie russe productrice d'armes nucléaires se reconvertit actuellement à des productions liées au développement de l'énergie nucléaire.

C'est avec satisfaction que nous constatons que la promotion de l'énergie nucléaire reste l'une des priorités essentielles de l'Agence. En 2000, à la Conférence générale de l'AIEA a été adoptée la résolution intitulée « Renforcement des activités de

l'Agence concernant les sciences, la technologie et les applications nucléaires » (GC(44)/RES/21). Le projet international sur les réacteurs innovants et sur le cycle du combustible nucléaire, qui est mené à bien dans le cadre de cette résolution, acquiert une autorité croissante. Nous considérons ce projet comme l'une des mesures pratiques qui permettront d'appliquer l'initiative engagée par le Président de la Fédération de Russie, M. Poutine, lors du Sommet du Millénaire sur l'approvisionnement énergétique au service du développement durable de l'humanité, une solution radicale aux problèmes posés par la prolifération des armes nucléaires, de même qu'une amélioration de l'environnement de la planète.

La Russie accorde une attention de plus en plus grande à la recherche et au développement de nouvelles technologies nucléaires. Conformément à la stratégie adoptée par le Gouvernement russe en matière de développement de l'énergie nucléaire pour la première moitié du XXI^e siècle, plusieurs projets innovants utilisant les réacteurs thermiques et les réacteurs à neutrons rapides sont en cours d'élaboration. Ces réacteurs permettront notamment de régler les problèmes de la sûreté de l'utilisation du plutonium militaire et de l'énergie au plutonium et de préparer le passage à un cycle intégralement fermé du combustible.

La Fédération de Russie appuie les efforts que fait l'Agence pour promouvoir la coopération dans le domaine de la technologie nucléaire. Nous accordons une grande importance à la mise en œuvre de toute une série de projets, notamment du projet régional sur la sûreté des réacteurs de recherche et le projet pilote d'amélioration de la qualité des infrastructures de protection radiologique dans plusieurs pays membres de la communauté des États indépendants. Nous considérons comme très efficace le mécanisme de mise en place d'un fonds d'aide technique alimenté par des contributions obligatoires des États Membres de l'AIEA en monnaie nationale, contributions qui sont définies selon le barème des quotes-parts versées à l'Organisation des Nations Unies. Nous allons verser très bientôt notre contribution pour l'année en cours et nous continuerons de verser notre contribution à ce fonds de façon régulière.

La délégation de la Fédération de Russie est reconnaissante au Président du Conseil des gouverneurs de l'AIEA, l'Ambassadeur Napel Al-Mulla, d'avoir présenté un projet de résolution à

l'Assemblée générale sur le rapport de l'AIEA. La Fédération de Russie compte parmi les auteurs de ce projet qui réussit à refléter l'équilibre des intérêts de la plupart des États. Nous invitons à appuyer ce projet de résolution.

M. Haraguchi (Japon) (*parle en anglais*) : Au nom du Gouvernement japonais, je voudrais exprimer ma gratitude à M. Mohamed ElBaradei, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), pour la déclaration qu'il a faite et pour la préparation du rapport de l'Agence dont nous sommes saisis. En outre, je souhaite chaleureusement la bienvenue à l'Érythrée, à la République kirghize et à la République des Seychelles, récemment devenues membres de l'AIEA.

La promotion de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire contribue à la stabilité de l'approvisionnement en énergie dans le monde et à la protection de l'environnement mondial. Le Japon se félicite vivement du rôle que joue l'AIEA pour faciliter et renforcer la coopération internationale concernant l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire ainsi que la sûreté nucléaire et la non-prolifération nucléaire. Étant le seul pays à avoir subi les conséquences de l'utilisation d'armes nucléaires et étant depuis longtemps résolument en faveur de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, le Japon a la ferme intention de mettre sa vaste expérience au profit de l'humanité. Il accorde une priorité absolue à la sécurité de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et s'efforce de promouvoir la sûreté aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de son territoire.

Qu'il me soit permis de souligner brièvement certains aspects des activités de l'AIEA qui nous paraissent particulièrement importants. Je voudrais d'abord mettre l'accent sur l'importance que revêt l'universalisation du protocole additionnel pour faire face aux différentes remises en question du régime du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Il renforce la capacité de l'Agence à détecter le matériel nucléaire et les activités non déclarés en accroissant le volume des renseignements devant être fournis et en mettant en œuvre l'accès complémentaire.

Pour maintenir l'élan en faveur de l'universalisation du protocole additionnel, le Japon, en coopération avec l'AIEA, accueillera la Conférence internationale en faveur d'un respect général des garanties renforcées de l'AIEA le mois prochain à

Tokyo. Cette conférence se tiendra dans une perspective mondiale et aura pour but de consolider les résultats des cinq séminaires et colloques régionaux qui ont déjà eu lieu. Elle donnera également aux participants la possibilité de confirmer l'importance des garanties de l'AIEA qui assurent la paix et la sécurité internationales et d'envisager des mesures concrètes en vue du renforcement du protocole additionnel.

Dans ce contexte, le Japon prie instamment le Secrétariat de l'AIEA de poursuivre ses efforts en vue de l'adoption rapide des garanties intégrées afin non seulement d'assurer la rationalisation des garanties mais également d'inciter à conclure le protocole additionnel.

Le programme de mise au point d'armes nucléaires de la République populaire démocratique de Corée constitue pour le Japon une grave question de sécurité. Ce programme suscite également de vives préoccupations pour le régime international de non-prolifération. Dans la Déclaration de Pyongyang, adoptée par le Japon et la République populaire démocratique de Corée, qui a été publiée lors de la réunion entre le Premier Ministre Koizumi et le Président Kim Jong Il en septembre dernier,

« Les deux parties ont garanti qu'elles respecteraient tous les accords internationaux relatifs à un règlement global des problèmes nucléaires sur la péninsule coréenne. »
(Déclaration de Pyongyang, 17 septembre 2002)

Lors des pourparlers officiels de haut niveau sur la normalisation des liens bilatéraux qui se sont tenus à Kuala Lumpur le mois dernier, le Japon a de nouveau exprimé en détail ses préoccupations et a demandé à la Corée du Nord de respecter tous les accords internationaux sur la question.

Lors de la réunion trilatérale entre les dirigeants du Japon, des États-Unis et de la République de Corée et de la réunion des dirigeants de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique – qui ont toutes deux eu lieu le 26 du mois dernier –, les dirigeants ont indiqué que la Corée du Nord pourrait bénéficier d'une plus grande participation aux activités de la communauté internationale. Toutefois, les relations de la Corée du Nord avec la communauté internationale reposent maintenant sur la prise de mesures rapides et visibles pour démanteler ses programmes de mise au point d'armes nucléaires.

À cet égard, il est important que la Corée du Nord mette pleinement en oeuvre l'accord de garanties de l'AIEA, et qu'elle permette à celle-ci de prendre les mesures nécessaires en vue de tirer les conclusions qui s'imposent concernant la situation de ses programmes de développement nucléaire en Corée du Nord. Le Japon entend travailler de façon continue avec la Corée du Nord sur ce point. Le Japon se félicite que l'AIEA ait annoncé qu'elle était prête à envoyer une équipe de haut niveau en Corée du Nord ou d'accueillir une équipe nord-coréenne afin de débattre de la mise en oeuvre de l'accord de garanties. Le Japon appelle la Corée du Nord à accepter la proposition de l'AIEA.

Pour terminer, je voudrais réitérer le ferme engagement que mon gouvernement a pris de soutenir les activités de l'AIEA.

M. Kára (République tchèque) (*parle en anglais*) : Pour commencer, je voudrais remercier M. ElBaradei, Directeur général de l'AIEA pour sa déclaration liminaire, informative et approfondie, qui souligne les réalisations récentes de l'AIEA.

Dans la mesure où la République tchèque s'associe à la déclaration faite par le Danemark au nom de l'Union européenne, je n'aborderai que les questions qui ont une importance particulière pour mon pays.

Les efforts et activités de l'AIEA sont soumis à un examen minutieux compte tenu du débat qui a lieu actuellement sur les problèmes de sécurité mondiale et sur le rôle que joue l'énergie nucléaire dans le développement durable. Le rôle clef de l'Agence repose, à notre avis, sur l'aide qu'elle apporte à l'humanité pour maximiser les profits et minimiser les risques liés à l'exploitation de l'énergie nucléaire. La communauté internationale attend de l'Agence qu'elle continue à jouer son rôle important au titre des trois piliers de son mandat : vérification, sûreté et technologie. Très récemment, l'AIEA est parvenue à réaliser ses principaux objectifs : servir de plaque tournante unique au transfert de connaissances en sciences et technologie nucléaires, élaborer et maintenir un régime global de sécurité nucléaire, prévenir la prolifération des armes nucléaires, et renforcer la sécurité et la protection physique des matières et des installations nucléaires.

Mon pays a continué à travailler activement avec les autres pays à l'amélioration du régime global de non-prolifération et de sa vérification. La récente

ratification, par le Parlement tchèque, du Protocole additionnel à l'accord de garanties, signé entre l'AIEA et la République tchèque, est la contribution la plus récente et la plus manifeste apportée à ces efforts. La pleine mise en oeuvre du Protocole a figuré parmi les principales priorités de l'Administration. Comme l'a dit l'Union européenne, nous souhaiterions saisir cette occasion pour exhorter ceux qui ne l'ont pas encore fait à signer des protocoles similaires avec l'Agence, sans autre délai, afin de rendre le système de garanties aussi large possible, et, en définitive, universel.

Depuis les débuts de la coopération internationale à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, les principaux pays fournisseurs ont reconnu qu'il fallait veiller à ce que ces activités de coopération ne contribuent pas à la prolifération des armes nucléaires. Ce principe figure dans le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et dans les régimes multilatéraux de contrôle des exportations.

Le Groupe des fournisseurs de matières nucléaires, tout comme le Comité Zanger, joue un rôle important dans le soutien dont bénéficie le TNP et la non-prolifération en général. La République tchèque, qui préside actuellement le Groupe des fournisseurs de matières nucléaires, attache une très grande importance au dialogue du Groupe avec les autres États non membres, en particulier les fournisseurs de matière nucléaire potentiels. Dans le cadre de ce mandat, nous sommes aussi transparents et coopératifs que possible dans les efforts que nous faisons pour atteindre les objectifs de non-prolifération.

Les efforts de non-prolifération ont aussi leur dimension antiterroriste. La République tchèque ne se tiendra pas à l'écart; elle cherche à s'associer aux nouvelles initiatives dans le domaine de la protection contre le terrorisme nucléaire, notamment le plan d'action de l'Agence. Nous étudierons des contributions tant financières qu'en nature.

Le Président assume la présidence.

La République tchèque appartient au groupe de pays qui utilisent largement la technologie nucléaire afin de répondre à divers besoins de leur société. À notre avis, la plupart des applications de la technologie nucléaire non liées à la production d'énergie dans le domaine de la santé humaine, de l'alimentation et de l'agriculture, des sciences chimiques et physiques, peuvent apporter des profits économiques et sociaux marqués à toutes les régions du monde. Bien sûr, ces

utilisations doivent être soigneusement adaptées aux besoins spécifiques et aux infrastructures existantes de chaque pays et de chaque région. À cet égard, la République tchèque reconnaît l'importance de la coopération technique entre États membres. Pour contribuer à ces entreprises, des organisations et des experts tchèques participent activement à divers programmes de coopération et à d'autres activités que parraine l'AIEA afin d'encourager des progrès notables dans le développement et l'utilisation à des fins pacifiques de l'énergie nucléaire en Europe et dans d'autres régions. Comme les années précédentes, le Gouvernement tchèque a attribué des ressources financières supplémentaires aux activités menées au titre du Programme de coopération technique de l'Agence et versé des contributions volontaires à des projets spécifiques en Arménie, en Georgie et en Ukraine. La République tchèque se félicite également des efforts qui sont déployés pour orienter efficacement les fonds pour la coopération technique vers les activités indispensables des principaux programmes de l'Agence. Une approche tournée vers la recherche de résultats appliquée dans le processus de planification du programme et du budget pour la période 2004-2005 semble être appropriée si l'on veut que les fonds soient dépensés plus efficacement, et pas seulement dans le domaine de la coopération technique.

Dans la mesure où la République tchèque dispose de très peu de ressources énergétiques, l'énergie nucléaire est une composante importante de la diversité de nos sources en énergie. À l'heure actuelle, environ 20 % de l'électricité de notre pays est générée par les quatre unités de la centrale nucléaire de Dukovany. La commande de deux unités supplémentaires à la centrale de Temelin est en cours d'exécution. Lorsqu'elles tourneront à pleine capacité, la capacité des centrales nucléaires tchèques sera plus que doublée.

Concernant la centrale nucléaire de Temelin, je ne saurais manquer d'aborder la question de la sécurité. Je dois souligner que le Gouvernement tchèque attache la plus grande importance à la sécurité des installations nucléaires fonctionnant sur son territoire. Afin de le prouver, je dirai que le système d'évaluation de la sécurité nucléaire continue de reposer sur les principes d'indépendance et de transparence. Le service international d'examen par des confrères de l'Agence continue de jouer un rôle important dans la structure de l'évaluation de la sécurité en République tchèque.

Fortes de leur expertise et de leur indépendance internationalement reconnues, les missions envoyées dans les centrales nucléaires de Temelin et de Dukovany, organisées sous la tutelle de l'AIEA, à la fin de l'année dernière, ont montré une fois de plus leur très bonne condition à tous les niveaux de sécurité. Les missions ont aussi fait des propositions tendant à promouvoir les améliorations. À cet égard, je voudrais saisir l'occasion pour exprimer une fois de plus notre reconnaissance aux États membres qui ont mis leurs experts à disposition et au secrétariat de l'AIEA, en particulier au Département de la sécurité nucléaire et au département de la coopération technique.

Cependant, nous sommes préoccupés par les tentatives d'exclure du Programme de coopération technique régionale les services d'examen par des pairs fournis par l'Agence. Le haut niveau de sécurité indispensable pour les installations nucléaires et les lieux de travail qui utilisent des sources radioactives et des rayonnements ionisants, ainsi que la protection physique contre les radiations sont parmi les contraintes accompagnant maintes utilisations des technologies nucléaires, et il est logique que ce principe soit appliqué avant le lancement de tout projet de coopération technique.

Il est inutile de redire l'importance des examens réalisés par des tierces parties indépendantes pour maintenir et améliorer encore les niveaux de sécurité et de sûreté dans l'utilisation de l'énergie nucléaire et des rayonnements ionisants. La même chose vaut en ce qui concerne la complexité et la précision du cadre nécessaire à la conduite des services d'examen par des pairs proposés par l'Agence. Il convient de relever, toutefois, la conception unique de ces services d'examen, qui permet de partager les expériences acquises et les résultats obtenus, du moins entre les groupes d'intérêts tels que les utilisateurs de technologies similaires et les autorités administrantes. Fournir une tribune pour le partage des expériences et de l'information et pour débattre des questions communes est l'une des missions les plus importantes de la composante régionale du Programme de coopération technique.

Pour terminer, je voudrais assurer l'Assemblée de la détermination continue de mon gouvernement d'appuyer et d'étendre le rôle de l'Agence en matière de coopération internationale pour promouvoir l'utilisation pacifique et sûre de l'énergie nucléaire et

des rayonnements ionisants au profit de tous les États Membres.

M. Tomka (Slovaquie) (*parle en anglais*) : La Slovaquie s'associe à la déclaration prononcée plus tôt par la présidence danoise de l'Union européenne sur ce point de l'ordre du jour, et nous souscrivons pleinement à son contenu. Néanmoins, dans la mesure où les rapports annuels de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à l'Assemblée générale suscitent traditionnellement le plus grand intérêt de ma délégation, je voudrais saisir cette occasion pour faire quelques brèves observations, d'un point de vue national, sur certaines questions.

Nous remercions le Directeur général de l'Agence, M. ElBaradei, d'être parmi nous à New York aujourd'hui et de nous avoir présenté personnellement le rapport sur les activités de l'Agence. Nous trouvons le rapport, ainsi que ses remarques complémentaires, extrêmement riche en faits et en informations. La présence de M. ElBaradei en ce lieu, aujourd'hui, est d'autant plus appréciable si l'on considère son programme de travail très chargé et, sans aucun doute, encore alourdi par sa participation active ces derniers jours à la recherche d'une solution aux dossiers les plus urgents inscrits à l'ordre du jour de la communauté internationale.

La tâche qui pèse sur les épaules de l'Agence aujourd'hui est devenue plus complexe dans la mesure où les trois principales missions de son mandat – la technologie, la sûreté et la vérification – sont de plus en plus interdépendantes, en raison essentiellement de l'évolution de l'environnement international de sécurité et de l'accroissement des besoins en développement économique. En conséquence, promouvoir l'utilisation pacifique de l'énergie atomique et veiller à ce qu'elle ne soit pas utilisée à des fins militaires constituent un défi de plus en plus grand.

Sur ce point, je voudrais exprimer officiellement le ferme appui de la Slovaquie à l'amélioration de l'efficacité des garanties fournies par l'Agence. La voie à suivre consiste à faire entrer en vigueur les Protocoles additionnels relatifs à l'application de garanties dans le plus grand nombre possible d'États, de rendre le système universel et, en fin de compte, d'élaborer un système de garanties intégrées.

La Slovaquie, qui a conclu un nouvel accord de garanties avec l'Agence en 1998, étudie actuellement

les mesures qu'il convient de prendre pour appliquer les dispositions du Protocole additionnel qu'elle a signé, y compris les mesures officielles qui sont nécessaires à son entrée en vigueur. Mon pays est également disposé à appuyer l'achèvement rapide des travaux de l'Agence concernant l'élaboration de garanties intégrées, en coopération étroite avec le Groupe consultatif permanent sur l'application des garanties et avec d'autres États Membres.

La viabilité de la composante « vérification » du mandat de l'Agence est d'autant plus cruciale pour préserver le régime international de non-prolifération qu'il existe toujours certaines réalités décourageantes. Je pense au fait que l'Agence n'a toujours pas été en mesure de s'acquitter pleinement de ses obligations, prescrites par le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et par les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, concernant deux États. Le défi posé par le régime de non-prolifération est rendu plus aigu par les récentes informations selon lesquelles l'un de ces États violerait les engagements qu'il a pris en vertu du TNP.

Nous félicitons le Conseil de sécurité d'avoir adopté à l'unanimité la résolution 1441 (2002), vendredi dernier. Nous encourageons l'Iraq à respecter pleinement cette résolution ainsi que les autres résolutions pertinentes du Conseil.

Même si elles ne relèvent pas formellement de la compétence de l'AIEA, il existe d'autres manières concrètes de renforcer qualitativement le régime de la non-prolifération nucléaire : l'interdiction complète des essais nucléaires et l'interdiction des matières fissiles. La Slovaquie se joint aux appels lancés en faveur de la prompte entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et de la reprise des négociations en vue d'un traité interdisant la production de matière fissile pour des armes nucléaires. Il est grand temps de mener à bien ces deux initiatives, et il ne faut pas perdre l'occasion qui nous est donnée. Ce processus devrait obtenir l'appui et la coopération sans faille de l'Agence.

Je voudrais maintenant évoquer brièvement la question de la coopération entre la Slovaquie et l'Agence. La Slovaquie compte parmi les pays qui exploitent des installations nucléaires à des fins pacifiques. En vertu de notre stratégie énergétique nationale, l'énergie nucléaire restera, à moyen terme, un important élément de notre production énergétique.

Le fonctionnement sûr des installations nucléaires demeure notre plus haute priorité. Gardant cela à l'esprit, nous avons promu et établi une coopération fructueuse avec l'Agence, depuis que nous en sommes devenus membre. En ce qui concerne nos activités les plus récentes de promotion de la sûreté nucléaire, je voudrais au moins mentionner la création d'un Centre pour la sûreté nucléaire à Bratislava, en avril dernier. Le Centre bénéficie du soutien du Gouvernement suisse et du Gouvernement slovaque. L'objectif est de créer un réseau d'experts de la sûreté nucléaire qui fournirait un appui aux autorités nucléaires de la région.

La sûreté des installations nucléaires fait aussi l'objet d'une coopération bilatérale avec nos voisins. Des réunions au plus haut niveau des experts gouvernementaux ont été organisées avec tous nos pays voisins pour débattre des problèmes communs et échanger les expériences acquises dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Nous envisageons ces réunions comme une importante mesure de promotion de la confiance.

La communauté nucléaire a la responsabilité de promouvoir davantage la sûreté nucléaire à l'échelle mondiale. La Slovaquie appuie les initiatives de l'Agence en faveur de la création d'un régime mondial de sûreté nucléaire grâce à l'établissement de réseaux, à l'intégration de ses activités d'évaluation de la sûreté, et grâce à la promotion de l'adhésion aux conventions internationales en matière de sûreté. Nous appuyons la coopération de l'Agence avec divers éléments du système des Nations Unies, avec les institutions de l'Union européenne et avec d'autres organes internationaux, tels que l'Agence pour l'énergie nucléaire de l'Organisation de coopération et de développement économiques et l'Union mondiale des exploitants nucléaires.

Je ne saurais conclure sans évoquer le rôle important de l'Agence et de ses activités dans le domaine de la lutte contre le terrorisme. La Slovaquie se réjouit du plan d'action approuvé sur le principe par le Conseil des gouverneurs de l'Agence.

En ce qui concerne l'issue du débat de l'Assemblée générale aujourd'hui, le meilleur message que nous puissions transmettre à Vienne, pour témoigner de notre appui indéfectible à l'Agence, serait d'adopter à la plus large majorité possible le projet de résolution (A/57/L.14) qui nous est soumis.

M. Kulyk (Ukraine) (*parle en anglais*) : Pour commencer, j'aimerais remercier, au nom de ma délégation, M. Mohamed ElBaradei, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), de sa présentation du rapport annuel sur les activités de l'AIEA pour l'année 2001 et des informations supplémentaires qu'il a données quant aux principaux points de l'évolution des activités de l'Agence en 2002. Je voudrais également souhaiter la bienvenue à la République kirghize, à la République des Seychelles et à l'Érythrée, nouveaux membres de l'AIEA.

L'Ukraine considère que les travaux de l'Agence internationale de l'énergie atomique jouent un rôle vital dans l'action globale en faveur d'un environnement nucléaire mondial plus sûr. Depuis peu, le monde perçoit mieux les enjeux que présentent les menaces terroristes dès lors qu'une technologie sophistiquée est impliquée. Nous devons reconnaître clairement que le terrorisme nucléaire est certainement l'une des menaces les plus effrayantes qui soient dans ce domaine.

L'Ukraine se félicite du travail accompli par l'AIEA depuis la session de la Conférence générale tenue l'année dernière. L'Agence a rapidement réagi en esquissant un programme pragmatique, qui tiendra une place importante dans la lutte contre le terrorisme nucléaire mondial. Les États Membres doivent faire face à la réalité : ces nouveaux défis ont eu un impact profond sur les priorités de l'Agence, laquelle subit d'ailleurs de sévères restrictions financières pour s'acquitter de ses obligations statutaires.

Il est impératif de reconnaître et d'appuyer les activités de l'Agence, qui doit réagir de façon durable aux différents défis qui apparaissent. Certes, le public reste préoccupé par les questions de la sûreté d'exploitation et de l'élimination des déchets. Mais nous devons aussi considérer le rôle que jouera l'Agence dans l'avenir du nucléaire. L'an dernier, l'Agence a aidé ses États Membres à améliorer leurs résultats en matière de sûreté. Cela a indubitablement permis de regagner la confiance du public dans les applications de l'énergie nucléaire, qui doivent être considérées comme une option acceptable du développement durable.

Nous nous associons à ceux qui soutiennent l'initiative de collaboration internationale, menée sous les auspices de l'Agence : le Projet international sur les

réacteurs nucléaires et les cycles du combustible innovants (INPRO). Nous félicitons l'Agence de ce projet unique en son genre, qui vise à satisfaire de façon économique les besoins des utilisateurs en matière de déchets, de sûreté et de non-prolifération. Nous en arrivons aux fonctions les plus importantes de l'Agence, puisqu'elle joue à cet égard un rôle de catalyseur dans le développement économique et social de ses États Membres. En effet, on répond mieux aux besoins et aux priorités des États Membres dans le cadre d'un programme de coopération technique.

Le Sommet mondial pour le développement durable, qui s'est tenu à Johannesburg, a une nouvelle fois insisté sur le fait que le transfert de technologie constitue une condition indispensable du développement. Par ailleurs, lors de la cinquante-sixième session de la Conférence générale de l'AIEA, la délégation ukrainienne a souligné que la participation active de l'Agence à Johannesburg avait contribué à renforcer la sensibilisation aux technologies nucléaires, considérées comme catalyseurs d'Action 21. En même temps, l'Agence conserve un rôle prépondérant s'agissant de garantir la mise en place d'un régime de sûreté nucléaire mondiale à la fois plus transparent et plus efficace, cela grâce à un mécanisme puissant et éprouvé d'instruments internationaux juridiquement contraignants.

Nous sommes profondément convaincus que, pour rendre Action 21 réalisable, il faudrait accorder toute l'attention voulue aux moyens de remédier aux conséquences de l'accident de Tchernobyl. Cette question fait partie intégrante du développement durable de la région. La délégation ukrainienne se félicite de l'initiative prise par l'Agence de mettre en place un forum d'experts dans le cadre de la nouvelle stratégie de redressement.

L'Ukraine se félicite également du rôle actif de l'AIEA s'agissant de renforcer le régime de protection physique des matières nucléaires, ainsi que des initiatives de l'Agence concernant la Convention sur la protection physique des matières nucléaires. Nous sommes fermement convaincus qu'il faudrait redoubler d'efforts pour qu'une conférence diplomatique soit convoquée le plus rapidement possible afin d'adopter une convention amendée.

L'Ukraine a toujours été un fervent promoteur du régime de non-prolifération nucléaire. Nous sommes sensibles au fait que l'Agence, de par son système de

vérification, demeure la clef de voûte de ce régime. Si un État Membre quel qu'il soit échouait à appliquer pleinement les accords de garanties, cela remettrait en question l'ensemble des efforts déployés par la communauté internationale pour enrayer la prolifération nucléaire. L'Ukraine soutient sans réserve les accords de vérification juridiquement contraignants qui prévoient un accès immédiat, inconditionnel et sans restriction afin que l'Agence s'acquitte du mandat que lui a confié l'Organisation des Nations Unies.

L'Ukraine considère que les mesures concrètes qui ont été prises pour renforcer davantage le mécanisme des garanties s'inscrivent dans le concept de cadre intégré de l'Agence. L'Ukraine a l'intention de continuer à jouer un rôle constructif dans le développement progressif des garanties.

M. Dauth (Australie) (*parle en anglais*) : Comme d'autres avant moi, j'aimerais tout d'abord remercier le Directeur général ElBaradei de sa déclaration très complète sur les résultats de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et sur les problèmes que l'Agence devra surmonter au cours des années à venir. Nous voudrions également féliciter M. ElBaradei de la façon dont il a dirigé l'AIEA durant cette difficile année, au cours de laquelle l'Australie a eu l'honneur de présider le Conseil des gouverneurs. L'Australie se félicite des relations de travail très étroites et très productives qu'elle a entretenues avec M. ElBaradei durant cette période. Nous nous réjouissons à l'avance de poursuivre notre étroite association avec lui et avec les membres du secrétariat de l'AIEA.

Les événements tragiques du 11 septembre 2001 et les faits survenus depuis, notamment l'attentat de Bali, ont bien montré à quel point il est important de promouvoir et de protéger les cadres internationaux qui nous assurent, à nous tous, la paix et la sécurité. Le rôle pivot de l'Agence dans un développement sûr et pacifique de la science et de l'énergie nucléaires est mis en relief par la préoccupation de plus en plus vive que suscitent la prolifération des armes nucléaires et autres armes de destruction massive ainsi que le spectre du terrorisme radiologique ou nucléaire. L'Australie félicite l'Agence des progrès considérables qu'elle a réalisés dans ces domaines.

L'Australie est fermement attachée aux trois piliers du mandat de l'Agence, qui sont : la sûreté nucléaire, la vérification et la technologie. Nous sommes d'avis que la mise en oeuvre mondiale d'un

système efficace de garanties renforcées permettra au monde entier d'en tirer des avantages en matière de sécurité. L'Australie estime que les activités de promotion et de vérification de l'Agence se renforcent mutuellement par nature. Renforcer la crédibilité du système de vérification de l'Agence permet d'accroître la confiance en la science et la technologie nucléaires.

Pour l'Australie, il est prioritaire de parvenir à une large application des protocoles additionnels de l'AIEA sur les garanties renforcées. Ces protocoles additionnels constituent la nouvelle norme de vérification pour les garanties au titre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Cela signifie que le système de garanties de l'AIEA devrait bientôt englober les garanties classiques et les protocoles additionnels.

L'Australie a été le premier État Membre à ratifier un protocole additionnel et se félicite d'être le premier pays à appliquer les garanties intégrées. L'expérience de l'Australie montre que les garanties intégrées permettent des améliorations en termes d'efficacité. Nous prions instamment les États qui n'ont pas encore signé ou ratifié un protocole additionnel de le faire le plus rapidement possible.

L'objectif dernier du désarmement nucléaire ne sera pas atteint sans des mesures efficaces qui garantissent véritablement la non-prolifération nucléaire. En 2000, il a été reconnu, lors de la Conférence des parties chargées de l'examen du Traité de non-prolifération, que la négociation d'un traité d'arrêt de la production de matières fissiles est l'une des mesures les plus urgentes que la communauté internationale devrait prendre dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération. Nous félicitons l'Agence pour sa contribution constante au dialogue relatif aux exigences en matière de vérification d'un traité d'arrêt de la production de matières fissiles.

Il est nécessaire de rester vigilant en ce qui concerne les programmes clandestins d'armement nucléaire. Deux États continuent à ne pas respecter le régime de non-prolifération, et il s'agit bien entendu de la République populaire démocratique de Corée et de l'Iraq.

Le fait que la République populaire démocratique de Corée a récemment reconnu qu'elle était en train d'élaborer un programme d'enrichissement de l'uranium à des fins d'armement nucléaire, ce qui est manifestement une violation des obligations aux termes

du TNP et du Cadre agréé entre les États-Unis d'Amérique et la République populaire démocratique de Corée de 1994, nous préoccupe gravement. En tant que partie au TNP, la République populaire démocratique de Corée a l'obligation inconditionnelle de respecter l'Accord de garanties TNP. Ce pays doit respecter ses obligations en matière de non-prolifération. La communauté internationale doit envoyer un message ferme et unifié à la République populaire démocratique de Corée afin de lui faire savoir que ses activités d'armements nucléaires sont absolument inacceptables et ne reçoivent l'appui d'aucun autre pays.

L'Australie se félicite des efforts entrepris par l'Agence se rapportant à l'Iraq et exprime sa vive préoccupation sur le fait que l'Iraq continue de ne pas respecter les résolutions du Conseil de sécurité qui lui demandent de consentir à l'accès et à la coopération nécessaires afin que l'Agence puisse s'acquitter du mandat dont l'a chargée le Conseil de sécurité en Iraq. L'Australie appuie fermement la reprise des inspections et espère que l'Iraq coopérera pleinement avec les équipes d'inspection de l'AIEA et ceux de la Commission de contrôle, vérification et inspection des Nations Unies (COCOVINU) pour que puissent être complètement mises en oeuvre les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

L'Agence a un rôle clef à jouer pour répondre aux menaces que représente le terrorisme nucléaire. Nous félicitons l'agence d'avoir réagi vivement face à cette menace, notamment grâce au Fonds pour la protection contre le terrorisme nucléaire qui vient d'être créé. En tant que contributeur, l'Australie invite les États membres qui ne l'auraient pas encore fait à contribuer à ce fonds, par le biais de moyens financiers et de dons en nature. La sécurité des matières nucléaires et radioactives doit être une priorité pour tous les pays.

Nous nous félicitons des progrès visant à renforcer le Code de conduite sur la sûreté et la sécurité des sources radioactives. Il est manifestement nécessaire d'améliorer encore le contrôle des sources radioactives scellées de haute activité afin d'assurer une protection contre les risques de terrorisme radiologique.

L'Australie appuie les travaux de l'Agence pour amender la Convention sur la protection physique des matières nucléaires. Nous invitons toutes les délégations à faire preuve d'un esprit constructif pour

que l'on puisse parvenir à un consensus sur ces sujets en suspens.

L'Agence a un rôle clef à jouer dans la création d'une culture mondiale de sûreté nucléaire. L'Australie contribue aux efforts régionaux et internationaux afin de mieux comprendre les mécanismes de mise en oeuvre d'une culture de la sûreté au sein des organisations nucléaires. L'Australie met tout particulièrement l'accent sur la promotion des améliorations du régime de sûreté internationale pour les réacteurs de recherche.

L'Australie continue également de promouvoir un dialogue positif entre les États chargés de l'expédition de déchets et les États côtiers en matière de transport sûr de matières radioactives. Nous sommes honorés d'avoir été invités par le Directeur général à présider la Conférence internationale sur le transport des matières radioactives, qui doit avoir lieu à Vienne en juillet de l'année prochaine.

Il est réjouissant de voir le solide appui accordé à la coopération technique par tous les membres de l'Agence. L'Australie est heureuse d'avoir pu accroître sa contribution volontaire au Fonds de coopération technique à 1,995 milliard de dollars (Australiens) pour 2003, ce qui va bien au-delà du chiffre prévu de réalisation pour 2003 de l'ordre de 90 %.

L'Australie est heureuse de contribuer aux activités de coopération technique de l'AIEA. Nous avons également contribué de manière non négligeable aux activités financées dans le cadre de notre projet extra-budgétaire, intitulé « L'Application de la technologie des radio-isotopes au développement durable en Asie et dans le Pacifique ». Nous continuons à fournir un solide appui à l'Accord de coopération régionale de l'Agence pour l'Asie-Pacifique.

M. ElBaradei a souligné le rôle que joue l'Agence dans la promotion du développement durable grâce à l'utilisation sûre et pacifique de l'énergie nucléaire de façon à ce que tous les pays puissent en tirer profit. À cet instant critique de notre histoire, les États membres doivent maintenir l'élan donné aux travaux de l'Agence en matière de garanties renforcées et d'activités de vérification. L'Australie continuera à appuyer fermement l'Agence lors de la mise en oeuvre de ses programmes et de son adaptation aux nouveaux défis.

M. Sun Joun-yung (République de Corée) (*parle en anglais*) : D'emblée, ma délégation voudrait féliciter M. ElBaradei, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), et son équipe pour le dévouement dont ils ont fait preuve et avec lequel ils continuent de s'acquitter de leurs responsabilités.

La République de Corée attache une grande importance à tous les domaines dont s'occupe l'Agence et est fermement attachée aux objectifs de celle-ci. Au cours des 46 dernières années, l'AIEA a joué un rôle clef dans la promotion de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, en particulier grâce à ses projets de coopération technique et à ses activités de prescription en matière de normes de sûreté nucléaire collective. L'Agence joue également un rôle indispensable dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales en vertu des mandats qui lui sont confiés par le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), le Conseil de sécurité et les accords régionaux de non-prolifération. L'efficacité du système de garanties de l'Agence est essentielle pour la promotion de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques en renforçant la confiance relative au respect des obligations envers le TNP ou d'autres accords de non-prolifération par les États parties.

Ma délégation est d'avis que le potentiel que l'énergie nucléaire représente pour le développement durable devrait recevoir l'attention qu'il mérite. À cet égard, mon gouvernement félicite le secrétariat de l'AIEA pour les efforts qu'il a consentis en vue de promouvoir l'utilisation de l'énergie nucléaire pour le développement lors du Sommet mondial pour le développement durable, qui a eu lieu à Johannesburg en septembre dernier. Mon pays exploite actuellement 17 réacteurs nucléaires qui fournissent plus de 40 % de notre approvisionnement total en énergie électrique. Si la même quantité d'électricité était produite par des centrales thermiques à la houille, nos émissions de gaz à effet de serre seraient de 20 % supérieures aux niveaux indiqués dans les statistiques actuelles. De ce fait, l'énergie nucléaire offre une véritable option réaliste pour répondre aux besoins croissants en matière d'énergie tout en respectant les objectifs de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Grâce à l'évolution constante de la technologie nucléaire, les réacteurs nucléaires de la nouvelle génération en cours

d'élaboration seront équipés de caractéristiques de sûreté renforcées et offriront un avantage concurrentiel.

On ne saurait trop insister sur l'importance capitale de la sûreté nucléaire. L'AIEA a beaucoup avancé dans ce domaine, notamment grâce aux mesures prises pour préparer la Convention sur la sûreté nucléaire et la Convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible irradié et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs. Nous devrions nous appuyer sur les résultats déjà atteints et nous en inspirer afin de remédier plus efficacement aux préoccupations exprimées par la population concernant la sûreté de l'énergie nucléaire.

Nous rendons hommage également au secrétariat de l'AIEA d'avoir su agir rapidement pour mobiliser la coopération internationale contre le terrorisme nucléaire suite aux événements du 11 septembre. En ce qui concerne la sûreté nucléaire en général et le terrorisme nucléaire en particulier, la responsabilité principale des questions relatives à la sûreté et à la sécurité incombent au premier chef aux pays où sont implantées les installations nucléaires. Toutefois, l'Agence a un important rôle à jouer dans la coordination des initiatives internationales et la fourniture d'une assistance technique à ceux qui en ont besoin. Il est également important de renforcer la Convention sur la protection physique des matières nucléaires. À cet égard, mon gouvernement espère que l'amendement à la Convention sera adopté rapidement.

La République de Corée appuie fermement les efforts entrepris par l'Agence pour renforcer son système de garanties. Nous croyons que le modèle de protocole additionnel, adopté en 1997, offre le meilleur espoir de faire effectivement face aux nouveaux problèmes pouvant se poser en matière de garanties. Nous nous félicitons également de l'achèvement du cadre conceptuel pour le système intégré de garanties. Toutes ces réalisations enregistrées dans les secteurs normatifs sont impératives pour la non-prolifération nucléaire. Néanmoins, quelle que soit l'étendue d'un système de garanties, il n'est pas nécessairement assez efficace pour dissuader les États qui le veulent de mettre au point des armes nucléaires. Il est donc important également que les États manifestent la volonté et l'engagement politiques appropriés en ce qui concerne les objectifs de transparence et de non-prolifération nucléaires.

Le problème nucléaire que pose de longue date la Corée du Nord s'est récemment fortement aggravé. La République de Corée est vivement préoccupée par les révélations relatives au programme nucléaire clandestin de la Corée du Nord, qui se base sur l'uranium fortement enrichi. Un tel programme constitue une violation flagrante du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), de l'accord de garanties de la Corée du Nord avec l'AIEA, de la Déclaration conjointe Sud-Nord de 1992 sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne et du Cadre agréé de Genève de 1994 convenu entre les États-Unis d'Amérique et la République populaire démocratique de Corée. Il pose également une grave menace à la paix et à la sécurité de la péninsule coréenne et au-delà.

La Corée du Nord doit démanteler son programme nucléaire rapidement et d'une manière qui puisse être vérifiée et qui respecte pleinement tous ses engagements bilatéraux et internationaux de non-prolifération, sans plus de délai. Le plein respect de ses obligations par la Corée du Nord ne sert pas seulement ses propres intérêts, mais il est également essentiel à la viabilité du processus de paix intercoréen.

Avant de terminer, je voudrais appeler l'attention de l'Assemblée sur la résolution adoptée au cours de la quarante-troisième session de la Conférence générale de l'AIEA concernant l'amendement de l'article VI du Statut de l'Agence, qui porte sur l'élargissement du Conseil des Gouverneurs de l'AIEA. Nous demandons à tous les États membres qui ne l'ont pas encore fait de ratifier rapidement cet amendement afin qu'il puisse entrer en vigueur le plus rapidement possible.

M. Marsh (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Au nom de mon gouvernement, je voudrais remercier M. ElBaradei pour la présentation qu'il a faite à l'Assemblée générale du rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). C'est un rapport excellent. Nous constatons clairement dans le rapport de cette année un accroissement des demandes faites à l'Agence. Ce n'est pas un phénomène nouveau. Face aux nouveaux défis et aux besoins croissants enregistrés au cours des deux dernières décennies, l'AIEA a été constamment appelée à en faire plus – en matière de sûreté nucléaire, en matière de garanties et, à la suite des attentats terroristes du 11 septembre 2001, en matière de sécurité nucléaire.

Il existe de nombreuses raisons pour lesquelles la communauté internationale se tourne vers l'AIEA afin de remédier à des problèmes difficiles. L'Agence est dotée d'une charte internationale unique et a fait la preuve de son excellence. Elle a souvent su faire face rapidement, efficacement et complètement aux nouveaux défis. C'est à juste titre qu'elle a acquis la réputation d'être l'une des organisations internationales les plus efficaces et les mieux gérées.

Aujourd'hui, l'AIEA est en butte aux problèmes les plus difficiles auxquels notre monde doit faire face, notamment la nécessité critique d'examiner la question du non-respect par l'Iraq et la Corée du Nord du Traité sur la non-prolifération (TNP) et d'autres engagements relatifs à la non-prolifération, le besoin urgent d'enrayer les actes de terrorisme nucléaire et de continuer de renforcer le système international de garanties.

Les États ont pris conscience depuis longtemps du fait que la prolifération des armes nucléaires saperait gravement leur sécurité. Pendant de nombreuses années, la communauté internationale s'est efforcée de créer de puissants obstacles pour empêcher la propagation des armes nucléaires. Avec le temps, un ensemble de traités internationaux, de systèmes de vérification, de contrôles des exportations et d'engagements bilatéraux et multilatéraux s'est mis en place, que collectivement nous appelons régime de non-prolifération nucléaire.

La fondation de ce régime est le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et les accords de garanties généralisées de l'AIEA que ce traité rend obligatoires. Les engagements pris par les États de respecter les termes du TNP et leurs accords de garanties constituent des obligations internationales contraignantes. Mais les engagements n'ont aucune valeur s'ils ne sont pas pleinement respectés. L'Iraq et la Corée du Nord ont accepté ces engagements mais les ont pourtant gravement violés. Qui plus est, la communauté internationale a des préoccupations quant aux engagements pris par d'autres États.

Au cours des sept années d'inspections de l'ONU, l'Iraq a menti au sujet de ses capacités nucléaires et de son programme de mise au point d'armes nucléaires. Il continue de violer ses obligations internationales en refusant de remettre des données expérimentales, divers registres et autres documents techniques concernant l'énergie nucléaire.

Des tentatives illicites en cours pour acquérir du matériel, y compris des milliers de tubes d'aluminium à forte résistance pouvant être utilisés dans des centrifugeuses à gaz, indiquent que l'Iraq demeure toujours décidé à mettre au point des armes nucléaires et à faire fi des obligations découlant du TNP et des mandats du Conseil de sécurité.

De 1991 à 1998, l'Équipe d'action de l'AIEA a réussi en grande partie à démanteler le programme d'armes nucléaires de l'Iraq. Malgré cela, le potentiel nucléaire de ce pays n'a pas été complètement éliminé. L'Iraq possède toujours les compétences scientifiques et techniques nécessaires pour mettre au point des armes nucléaires et, pendant les quatre années d'absence des inspecteurs, il a pu accroître la possibilité de le faire. En partenariat avec la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies (COCOVINU), l'Équipe d'action est désormais prête à reprendre les inspections en Iraq. Son rôle est de s'assurer que l'Iraq a entièrement éliminé son programme d'armes nucléaires. La résolution 1441 (2002) du Conseil de sécurité, adoptée vendredi dernier, donne à l'Iraq une dernière chance de respecter ses obligations. Sinon, il s'expose à de graves conséquences.

La Corée du Nord doit aussi respecter ses obligations. Que je sois clair : la Corée du Nord a violé le TNP et son accord connexe de garanties; elle a violé le Cadre agréé et la Déclaration conjointe sur la dénucléarisation. La Corée du Nord viole ses obligations relatives aux garanties du TNP depuis 1993.

Le Cadre agréé de 1994 entre les États-Unis et la Corée du Nord semblait offrir un moyen de remédier au problème du non-respect par la Corée du Nord de ses obligations. Il ne permettait pas à la Corée du Nord d'en user comme couverture pour ses violations constantes du TNP. Depuis 1994, l'AIEA maintient une présence permanente au centre nucléaire nord-coréen de Nyongbyon, où elle contrôle le gel des capacités de production de plutonium. Mais le programme d'enrichissement de l'uranium destiné à des armes nucléaires, qui a été révélé récemment, représente un acte scandaleux de mauvaise foi de la part de la Corée du Nord. La Corée du Nord doit démanteler complètement ce programme, de façon vérifiable. Je suis convaincu que l'AIEA est prête, le cas échéant, à contribuer à régler le problème de la violation

indéniable de ses obligations de non-prolifération par la Corée du Nord.

D'ici là, la communauté internationale doit remporter son combat contre la menace accrue du terrorisme international. En mars dernier, le Conseil des gouverneurs a approuvé un programme complet de renforcement de la sûreté des matières nucléaires. Dans le cadre de ce programme, actuellement en cours, l'AIEA fournit un appui précieux aux États qui souhaitent renforcer leurs capacités de lutte contre le terrorisme nucléaire par une meilleure protection physique, une meilleure comptabilisation des matières nucléaires et de meilleurs systèmes de contrôle de ces matières et d'autres matières radioactives. L'AIEA aide les États à améliorer leurs infrastructures et leur pratiques réglementaires et à renforcer leurs capacités d'intervention d'urgence. De cette façon, comme de bien d'autres, elle contribue à réduire les risques que posent les terroristes, et ce, dans l'intérêt général.

Malheureusement, le financement de ces travaux, qui provient presque exclusivement des contributions volontaires des États membres de l'Agence, n'est pas suffisant. Les États-Unis ont financé jusqu'à présent une grande partie de ces travaux. J'exhorte tous les membres de l'AIEA à appuyer ces travaux en fournissant les fonds nécessaires. Le modeste coût de ces efforts pour faire échec au terrorisme nucléaire est une affaire indiscutable par rapport à ce que coûterait le terrorisme nucléaire.

La découverte du programme secret d'armes nucléaires de l'Iraq au début des années 90 a provoqué des critiques au sujet des garanties de l'AIEA, qui n'avaient pas permis de détecter plus tôt la duplicité de l'Iraq. À partir des enseignements tirés de l'expérience en Iraq, l'AIEA a donné aux garanties une dimension entièrement nouvelle. Au cours des 10 dernières années, les efforts intensifs déployés par l'AIEA et ses États membres ont abouti à l'adoption d'un nouveau modèle de protocole additionnel. Dans les États où des protocoles additionnels sont en vigueur, l'AIEA dispose d'outils et de capacités nouveaux en matière de garanties qui lui permettent de mieux détecter les activités nucléaires secrètes ou non déclarées. Les États ont maintenant la possibilité de contribuer au renforcement des garanties internationales et, par là, au renforcement de leur sécurité nationale. Mon gouvernement salue tous les États qui ont déjà mis en vigueur leurs protocoles et exhorte tous les autres à le faire le plus rapidement possible. À cet égard, j'ai le

plaisir de rappeler que le Président Bush a transmis le protocole volontaire des États-Unis à notre Sénat pour qu'il donne son avis consultatif et son approbation à la ratification le 9 mai dernier.

Pour terminer, que ce soit pour lutter contre ceux qui ne respectent pas leurs obligations, contre le terrorisme ou contre les lacunes du système de garanties, l'AIEA apporte sa détermination et son savoir-faire aux tâches qu'elle a à accomplir. Les hommes et les femmes qui composent son secrétariat font invariablement preuve d'un dévouement et d'un professionnalisme remarquables.

Mais il est très clair que l'AIEA ne peut continuer d'exceller que si elle obtient l'appui dont elle a besoin de ses États membres. Et les faits sont tout simplement alarmants. Le Directeur général a prévenu à maintes reprises que la pénurie de fonds mettait le système de garanties au bord du précipice. En 2002, c'est en dizaines de millions de dollars que se chiffrent les fonds qui font défaut au système de garanties. Les États qui entendent poursuivre des programmes d'armement nucléaire auront encore plus de facilité pour le faire si le système de garanties devient inopérant. Le budget du système de garanties doit être augmenté pour permettre à l'AIEA d'appliquer les garanties efficaces dont nous avons besoin.

Le programme de lutte de l'AIEA contre le terrorisme nucléaire ne dispose pas non plus des fonds dont il a besoin pour la mise en oeuvre intégrale du programme approuvé par le Conseil des gouverneurs en mars dernier. En bref, nous avons collectivement chargé l'AIEA d'immenses responsabilités; la question est de savoir si, collectivement, nous voudrions lui assurer le soutien nécessaire pour qu'elle soit en mesure d'assumer ces responsabilités maintenant et à l'avenir. Veillons donc à ce que l'organisation bénéficie d'un soutien à la fois nécessaire et mérité.

M. Abelian (Arménie) (*parle en anglais*) : Je voudrais pour commencer remercier le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), M. Mohamed ElBaradei, pour le rapport complet qu'il nous a présenté sur les travaux de l'Agence et donner l'assurance que mon gouvernement entend coopérer pleinement avec l'AIEA, sous la direction de M. ElBaradei, au cours des années à venir.

Depuis les tout premiers jours de la découverte et de l'expérimentation de la science nucléaire, les matières nucléaires et radioactives ont représenté un

potentiel extraordinaire : celui d'être aussi bien un bienfait immense pour l'humanité que de provoquer des ravages dévastateurs. Nous apprécions le rôle important que joue l'Agence internationale de l'énergie atomique depuis des années pour que les technologies et les matières nucléaires ne servent qu'à des fins pacifiques.

En tant qu'État non nucléaire, signataire du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), l'Arménie a assumé l'obligation de soumettre toutes ses activités nucléaires pacifiques au système de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Peu après son adhésion officielle au Traité, l'Arménie a conclu un accord de garanties généralisées avec l'AIEA, qui lui a permis de relancer son programme nucléaire à des fins pacifiques avec l'aide de l'AIEA et ainsi de soulager quelque peu notre système d'alimentation en électricité, gravement surchargé.

L'électronucléaire, qui fournit à l'heure actuelle un sixième environ de toute l'électricité mondiale, est une source primordiale susceptible d'alimenter le monde en électricité sur une grande échelle, sans presque aucune émission de gaz à effet de serre. Toutefois, les opinions sur l'avenir de l'électronucléaire sont encore mitigées en raison des préoccupations liées aux problèmes de sûreté et de non-prolifération. Compte tenu de la situation internationale actuelle, le renforcement du régime de non-prolifération nucléaire est de la plus haute importance.

L'Arménie soutient sans réserve le rôle que joue l'Agence pour maintenir effectivement le régime de non-prolifération nucléaire et le consolider. Nous partageons pleinement les objectifs de la communauté internationale concernant la promotion des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et la non-prolifération. Notre attachement à la non-prolifération est illustré en outre par l'actuelle mise en place d'un système efficace de contrôle des exportations qui ne nous a pas empêchés de poursuivre notre coopération dans l'application des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. L'Arménie continue de compter sur l'option nucléaire pour son énergie mais multiplie ses efforts en vue d'utiliser d'autres sources d'énergie avec efficacité.

L'Arménie fait d'importants progrès dans l'instauration d'un cadre législatif et régulateur

permettant de réglementer l'utilisation nationale du nucléaire. Le Gouvernement a mis en place un système rigoureux de contrôle des exportations pour éliminer toute possibilité de détournement illicite de matières, de matériel ou de technologie dans le domaine nucléaire. Le processus interorganisations de soumission des protocoles additionnels à l'accord entre la République d'Arménie et l'Agence internationale de l'énergie atomique pour l'application des garanties a été achevé et présenté à l'Assemblée générale pour ratification. Dès que ce sera fait, l'Arménie présentera à l'Agence la déclaration initiale et nos programmes de développement du cycle du combustible nucléaire pour la prochaine période décennale.

Ces dernières années, les autorités arméniennes ont continué d'améliorer régulièrement la législation en la matière afin de se conformer aux normes internationales et de renforcer leur engagement en faveur du régime d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. L'Assemblée nationale arménienne a adopté deux législations importantes à cet égard : la loi sur l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et la loi sur les brevets.

L'Arménie se félicite de l'entrée en vigueur, le 18 juin 2001, de la Convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible irradié et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs. L'Arménie va bientôt adhérer à cette convention.

La sûreté est au premier chef une responsabilité nationale. Nous reconnaissons également qu'elle constitue une préoccupation internationale tout à fait légitime. Tout comme les pratiques relatives à l'environnement, la sûreté nucléaire a des implications qui peuvent dépasser les frontières nationales. La sûreté nucléaire a toujours été la plus grande priorité du Gouvernement arménien, comme le reflète l'engagement qu'a pris l'Arménie envers les divers traités et accords internationaux.

La question de l'exploitation sûre de la centrale nucléaire arménienne fait l'objet de l'attention soutenue du Président arménien. L'AIEA a régulièrement inspecté cette centrale depuis sa réactivation en 1995. Les experts de divers pays ont estimé que cette centrale nucléaire était très sûre et ont proposé de lancer un nouveau programme pour améliorer encore la sûreté de la centrale.

Ces deux dernières années, les autorités arméniennes pertinentes, de concert avec l'AIEA, se

sont concentrées sur des projets de coopération technique dans divers domaines d'application nucléaire. À l'heure actuelle, l'Arménie travaille de concert avec l'Agence sur des projets techniques nationaux, régionaux et internationaux. Près d'une douzaine de projets de coopération technique élaborés par l'Agence sont appliqués au niveau national en Arménie dans les domaines de l'énergie et de la planification de l'énergie nucléaire, de la gestion des déchets radioactifs, du contrôle du vieillissement, de l'oncologie, de la sûreté radiologique, de l'analyse des accidents, de l'appui technique et de la gestion du facteur humain. Il y a également plusieurs projets bilatéraux dans le domaine des applications nucléaires, et nous estimons grandement la coopération avec les pays qui offrent une assistance institutionnelle, financière et technique dans ce domaine.

Pour terminer, je tiens à répéter que l'Arménie est prête à renforcer son partenariat avec l'Agence en ce

qui concerne l'exécution par celle-ci de sa mission universelle : relever les défis posés par les applications nucléaires. Je voudrais informer l'Assemblée que l'Arménie s'est portée coauteur du projet de résolution A/57/L.14.

La séance est levée à 13 h 5.